

EXERCICE 2019
RAPPORT DE GESTION GROUPE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DOCUMENT N°2

TaM

Société Anonyme d'Economie Mixte Locale
Au capital de 4.286.000€
Siège Social : 125 rue Trotski – 34075 Montpellier
314 871 815 RCS Montpellier

SAS Saint Roch Stationnement

Société par Actions Simplifiée
Au capital de 500.000€
Siège Social : 125 rue Trotski – 34075 Montpellier
810 880 401 RCS Montpellier

SAS TaM-VOIRIE

Société par Actions Simplifiée
Au capital de 300.000€
Siège Social : 125 rue Trotski – 34075 Montpellier
834 024 226 RCS Montpellier

SOMMAIRE

	Page
I. RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE <i>(art.225-37 du code de commerce)</i>	
A. Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social	7
B. Contrats en vigueur et conventions réglementées en cours	8
C. Délégations accordées par l'AGO en matière d'augmentation de capital	13
D. Modalité d'exercice de la Direction Générale	13
II. SITUATION DE LA SOCIETE MERE ET DE SES FILIALES	14
III. SEANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES ASSEMBLEES GENERALES	19
IV. REPARTITION DU CAPITAL ET DIVIDENDES DISTRIBUES	21
V. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	22
VI. ACTIVITE DE L'EXERCICE	
A. Principaux faits marquants, activité des filiales	23
B. Evènements postérieurs à la clôture	29
C. Perspectives	29
D. Résultat à Terminaison concernant la rémunération des activités en mandat	32
VII. COMPTES ANNUELS DE TAM	
A. Analyse des produits, charges, et résultat	33
B. Activité en matière de recherches et développement	37
C. Programmes de Provisions de Gros Entretien et Résultat Fiscal	37
D. Analyse du bilan	38
E. Balance âgée fournisseurs et clients	39
F. ratios d'endettement	40
VIII. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT	40
IX. TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES	41

COMPTES CONSOLIDES

	Page
I. LE GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE 2019	45
A. Chiffres clés et commentaire général sur les résultats du groupe.....	45
B. Activité et événements majeurs	45
C. Evolution des méthodes comptables.....	46
II. EVENEMENT POSTERIEURS A LA CLOTURE	47
III. RESULTATS ET SITUATION FINANCIERE DU GROUPE..	48
IV. RATIOS D'ENDETTEMENT GROUPE	51
V. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	51
VI. PERSPECTIVES D'AVENIR.....	52
VII. ANNEXES	54

I. RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

A] Liste nominative des mandats exercés par les mandataires sociaux :

Mandats ou fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice par les représentants de nos administrateurs, en application des dispositions de l'article L 225-37-4 du Code du Commerce,

Nom	Administrateur TaM	Société concernée*
ABDI EL KANDOUSSI	Montpellier Méditerranée Métropole	Chargé d'opération au service d'ACM Habitat
Jean-Luc COUSQUER	Montpellier Méditerranée Métropole	Administration Opera Comedie / Orchestre National Président de l'Office du Tourisme Administrateur de certains collèges de Montpellier
Jean-Luc SAVY	Montpellier Méditerranée Métropole	Administrateur chez ACM, Administrateur SA3M, Administrateur Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole Administrateur Comité d'Actions Sociales Sportives et Culturelles Administrateur de l'Office du Tourisme
Pascal KRZYZANSKI	Montpellier Méditerranée Métropole	Administrateur SERM Administrateur Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole Administrateur MERCADIS
PATRICIA MIRALLES	Montpellier Méditerranée Métropole	Néant
Titina DASYLVA	Montpellier Méditerranée Métropole	Présidente CEO pour la Société STYLITECH Présidente CEO société SPIUE BALANCE
Mylène CHARDES	Ville de Montpellier	Néant
Thierry DECERLE	TRANSDEV	Directeur Economie Mixte Transdev Administrateur de la S.A. CARSUD Administrateur de la SEM SEMITAG (Grenoble) Administrateur de la SEM SOLEA (Mulhouse) Administrateur de la SEM STCLM (Limoges)
Mr CASTELLON	Caisse d'Epargne et de Prévoyance	LR Aménagement (ARAC) SEGARD VIATERRA (ex SEBLI) OPH Thau Agglo Un Toit pour Tous (SAHLM) La Maison pour Tous (SA HLM) SA HLM ALOGEA
Mme SAS	Caisse des dépôts et Consignations	Néant
Mr SEVESTRE	Chambre de commerce et d'Industrie	Trésorier Adjoint festival CINEMED
Mme BASCOUL	Consommation, Logement et Cadre de Vie	CLCV (Consommation Logement et Cadre de Vie), Présidente Montpellier et Occitanie ADIL (Agence Départementale Information Logement) CTRC (Centre Technique Régional de la Consommation) Administrateur Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole Présidente du CESER Occitanie Pyrénées Méditerranée et CRHH

** Représentant permanent d'un administrateur et/ou membre d'un Conseil de Surveillance et/ou PDG, et non compris les mandats politiques concernant les élus.*

B] Contrats en vigueur et conventions réglementées en cours (Article 225-37-4 du CC)

Au cours de son 41^{ème} exercice social,
les contrats en vigueur en 2019 régissant les activités de TaM et de ses filiales sont les suivants :

Activité Transport :

La Délégation de Service Public pour la Gestion du service des Transports Publics du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2024 sur le PTU de 31 communes a été attribuée et notifiée à TaM par Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette activité outre l'exploitation bus et tramway, inclut la gestion des pôles d'échanges, dont la gare routière Sabine jusqu'à son déplacement à la nouvelle gare Sud de France, la location Velomagg (pour une durée de 1 an), et tous services intermodaux et multimodaux

L'Assemblée Générale du 21 juin 2019 a ratifié la signature du nouveau contrat de DSP Transport pour la période de mi-2018 à mi-2024.

Au cours d'une période transitoire de 6 mois de sous-traitance provisoire, TaM a procédé à une consultation aux fins de mettre en œuvre une subdélégation conforme à ses propres engagements financiers envers 3M.

Avenant n°1 :

Ayant été attribuée en CAO à la SAS T3M, et après que la Métropole ait formalisé son accord (avenant n°1 au contrat de DSP délibéré le 21 décembre 2018), cette subdélégation concernant la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2024 a fait l'objet d'un contrat de subdélégation signé entre le délégataire TaM et le subdélégataire T3M.

Le Conseil de Métropole du 21 décembre 2018, et le Conseil Municipal du 19 décembre, ont par ailleurs approuvé la prise de participation de TaM au capital de T3M à hauteur de 5% (*montant de 2.500€*).

Avenant n°2 :

L'avenant n°2, ayant fait l'objet d'une décision de la Métropole a acté de la mise en œuvre en septembre 2019 d'une première phase de restructuration du réseau bus suburbain et urbain (au lieu de septembre 2018 dans contrat initial), ainsi que de quelques ajustements respectifs début janvier et fin février 2020. Cet avenant a aussi rectifié les prix unitaires des services éducatifs subdélégés, les modalités de calcul des compensations de certains titres sociaux subventionnés, et quelques autres clauses contractuelles (programme d'investissements subventionnés, VNC, dont décalage de livraison des bus suburbains, prolongation jusqu'au 31/12/2020 du service velomagg, création de titres, étude d'exploitabilité lignes métronomes, exclusion explicite des parkings de proximité, mise à jour des conditions d'indemnisation tarifaire, indexation)

Les événements exogènes ayant fortement perturbé la vie du réseau (notamment manifestation GJ et canicule) ont été compensés en contrepartie de la reddition sur les kilomètres urbains non réalisés. Une clause nouvelle permettra pour le futur de facturer après accord ce type d'évènement.

Les impacts pour l'exploitant des travaux financés par les mandats L3 et L5 feront pour leur part l'objet de conventions d'indemnisation (=hors DSP, tel que prévu au contrat initial)

Marchés Publics de prestations de service Stationnement

❖ En prestations simples

Parking du CHU Lapeyronie (1/9/2014-31/8/2024). Signature d'un avenant n°1 extension des missions avec présence humaine renforcée du 1^{er} juillet au 31/12/17.

❖ En Régie de Recettes

Marché de collecte et maintenance du **parking Vicarello (Castelnau)**

Suite à la consultation lancée par la Métropole, cette dernière a notifié à TaM le 20 janvier 2017 l'attribution d'un nouveau marché pour la période du 20 janvier 2017 au 31 décembre 2019.

Au terme d'un avenant n°1 de prolongation de 3 mois, signé le 30 décembre 2019, **ce marché a pris fin au 31 mars 2020.**

Contrats de Stationnement en DSP :

Outre les DSP « Voirie » et « parking Gare St Roch » transférées aux filiales dédiées respectives, TaM est attributaire de 5 DSP de parkings publics (*subdélégation, affermage ou concession*) :

- **Corum** (subdélégation de Montpellier EVENTS) : TaM s'est présenté comme sous-délégataire de la SEM qui a remporté fin 2019 la consultation de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le Palais des Congrès pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2027.
La DSP a été signée le 30 décembre 2019 et la convention de subdélégation le 17 janvier 2020. Pour des raisons de planning, ce nouveau marché sera à ratifier à l'AGO sur les comptes 2019
- **Nombre d'Or** : DSP en affermage associant les parkings Nombre d'Or et Comédie, et remporté par TaM pour la période de février 2014 au 31/12/2023 *ratifié en Assemblée Générale du 25 juin 2014. Avenant 1 (tarification ¼ d'heure) autorisé au CA du 13/10/2015.*
- **Comédie** : DSP en affermage associant les parkings Nombre d'Or et Comédie, et remporté par TaM pour la période de janvier 2014 au 31/12/2023 *ratifié en Assemblée Générale du 25 juin 2014. Avenant 1 (tarification ¼ d'heure) autorisé au CA du 13/10/2015.*
- **Gambetta** (DSP en concession 10/1987-12/2029) : avenant n°7 signé en 2004 (tarifs), et courrier Ville concernant la suspension de la compensation tarifaire pour réhabilitation en l'absence de déficit. *Avenant 8 (tarification ¼ d'heure) autorisé au CA du 13/10/2015.*
- **Europa** (DSP en concession 01/1996-12/2035) : avenant n°3 signé le 06/09/04 concernant les conditions tarifaires. Fin au 31/12/2013 du contrat de Crédit Bail avec reprise à l'€ symbolique. *Avenant 4 (tarification ¼ d'heure) autorisé au CA du 13/10/2015.*

Contrats « privés » n'entrant pas dans le cadre des conventions réglementées :

- Contrat Parking Gaumont du 1/1/2017 au 31/12/2026 (associé aux comptes de la DSP Transport, puisque localisé au P+R Circée)
- Clinique du Millenaire (13/9/2011-12/9/2021 prorogée en 2017 jusqu'au 12/9/2026).
- Parking centre Propara avec Languedoc Mutualité du 19 mars 2018 au 31/12/2027
- Parking clinique Clémentville avec le GROUPE OC SANTE du 1^{er} juillet 2018 au 1/12/2032
- Nouvelle Clinique St Roch (29/2/2016-28/2/2031) ayant ouvert ses portes le 10 mars.
- Clinique St Jean (30/8/2011-29/8/2021),

Les évolutions suivantes ont eu lieu en 2019 :

- Parkings Mer et Glace (1/1/2017-31/12/2019) avec l'ASL Place de France, prolongé jusqu'au 31/12/2020 par l'avenant n°1
- Parking Plaza Real (quartier Grisettes) : contrats de 10 ans avec les propriétaires
- Le Parking Ecopole « Liner » (6/2/2015-5/2/2016 *renouvelable 3 fois 1 an*). Le contrat parvenu à terme en 2019 devrait lui aussi faire l'objet d'un avenant de prolongation

Activités en marchés de Maîtrise d'Ouvrage Délégée et/ou Assistance à Maîtrise d'Ouvrage :

- **Mandat d'étude et réalisation de la 2ème ligne de tramway** (délibération du 12/07/2000) : Avenant n°9 (délibération Métropole du 25/10/16) concernant les aménagements complémentaires du passage à niveau PN40 et rémunération mandataire afférente.
Le quitus du mandat Ligne 2 a été formalisé par décision du Président de la Métropole en avril 2019
- **Le Marché de Mandat de réalisation de la 3ème ligne de tramway, extension ouest ligne 1, ligne 4 « la circulade » :**
L'avenant n°7 signé le 20 décembre 2019 a eu pour objet d'acter la prolongation du mandat du 31/12/19 au 31/12/22, afin de gérer la poursuite du suivi juridique des procédures de contentieux et de clôture des marchés, et l'allongement de l'opération d'insonorisation du PCC Gambetta (rémunération de 9.832,46€HT/an).
L'ensemble des autres missions du mandataire est clôturé au 31/12/19.
 - **Contrat de sous-traitance TRANSAMO pour la MOD de la Ligne 3**
Autorisation de signature de l'Avenant n°6 approuvée au CA du 29/6/2018. Cette mission est officiellement clôturée, comme le marché lui-même, au 31/12/19
- **Le Marché de Mandat d'études et réalisation de la 5ème ligne de tramway et bouclage Ligne 4** (délibération du 26/01/2011) a été soumis à ratification par l'Assemblée Générale du 20 juin 2012.
L'avenant n°5 au marché de MOD, actant de la modification du planning et du périmètre de la phase études, objet de la décision de la Métropole MD2019-792 du 21 août 2019, et signé le 23/09/19, a été transmis en Préfecture le 4/10/2019.
Tel qu'indiqué au CA du 18/10/19, il sera soumis à ratification par l'AGO approuvant les comptes 2019.
Compte tenu de la consultation en cours pour un futur mandat de réalisation, *pour lequel TaM s'est porté candidat*, la Métropole a acté (décision 2020-257 du 12 mars 2020) d'un avenant n°6 prolongeant au 31/12/2020 le terme du mandat actuel. Cet avenant, autorisé par le CA du 3 mars 2020, a été signé et notifié le 25 mars 2020
 - **Contrat de sous-traitance TRANSAMO pour la MOD de la Ligne 5**
L'avenant n°6 au contrat de sous-traitance, *en phase avec l'avenant n°5 du marché de MOD* (=prolongation au 30/6/20) a été signé en date du 18 octobre 2019
Un projet d'avenant n°7 devrait être prochainement formalisé, en phase avec l'avenant n°6 du marché de MOD notifié le 25 mars 2020 (prolongation au 31/12/20)
- **Marché de Mandat d'étude et de réalisation de l'Extension Ligne 1 vers la gare TGV de la Mogère** (délibération Métropole du 25/10/16) notifié le **6 février 2017**.
Un avenant annoncé par 3M conjointement à la notification devrait, courant 2020 formaliser l'adaptation du planning budgétaire du projet

Autres conventions réglementées TaM en vigueur :

- **Convention cadre d'assistance par TaM auprès de Transdev Stationnement concernant la mise à disposition par TaM de ressources et moyens en réponse aux consultations**
Autorisation de signature approuvée au CA du 19/01/2016

- **Convention cadre d'assistance par TaM auprès de Transamo concernant la mise à disposition par TaM de ressources et moyens en réponse aux consultations DSP**
Autorisation de signature approuvée au CA du 19/01/2016
- **Convention cadre d'assistance par TaM auprès de Transdev SA concernant la mise à disposition par TaM de ressources et moyens en réponse aux consultations DSP**
Autorisation de signature approuvée au CA du 19/01/2016
- Mission d'assistance technique pour la mise à jour de la codification des lignes de tramway avec Transamo (mission ponctuelle au 1er semestre 2019)
- **Coopération entre TAM et TRANSAMO, notamment sur le sujet spécifique des BHNS :**
partenariat portant sur une assistance technique par TaM (mise à disposition d'ingénieur) dans le cadre des projets d'infrastructure de Transport tant sur les réponses à des appels d'offres (Mandat, BHNS, Transport et Stationnement) que sur les sujets opérationnels
- **Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier (coordinateur), Montpellier Méditerranée Métropole, et TaM,** portant sur la mutualisation des systèmes de vidéoprotection et leur mise en œuvre.
Cette convention a fait l'objet d'une approbation de signature par le Conseil d'Administration du 25 janvier 2019, sans engagement financier pour TaM,
Un avenant n°1 modifiant les modalités de passation des 2 consultations à venir (dont le régime sera adapté en fonction de l'estimation) présenté au CA du 18 octobre 2019, sera à ratifier à la prochaine AGO.

Contrat transféré à la filiale dédiée SAS Saint Roch Stationnement :

Parking Gare Nouveau Saint Roch : contrat d'affermage du 5/5/2015 au 4/5/2030

Contrat transféré à la filiale dédiée SAS TaM-VOIRIE :

TaM a remporté fin 2017 la consultation lancée par la Ville de Montpellier pour **la gestion de la Voirie sous forme de DSP** pour une période de 7 ans du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2024. Ce contrat a été transféré à la filiale dédiée créée à cet effet sur demande de la Ville de Montpellier, chargée du contrôle et encaissement des forfaits de stationnement. TaM poursuit après de sa filiale l'exécution des prestations qu'elle réalisait jusqu'alors en Régie pour la Ville.

L'avenant n°1 à la DSP Voirie signé le 7 novembre 2018 a généré 2 modifications :

- Passage en cycle long ANTAI depuis septembre 2018 (de ce fait les forfaits de gestion rémunérant TaM ne peuvent plus être déduits des recettes FPS, mais deviennent déductibles de la redevance fixe)
- Passage des FPS en recettes publiques (encaissées pour compte de la Collectivité) depuis le 1^{er} décembre 2018, modifiant le régime de TVA

C] Délégations accordées par l'AGO en matière d'augmentation de capital
(Article 225-37-4 du CC)

Néant

D] Modalité d'exercice de la Direction Générale (Articles 225-37-4 et 225-102 du CC)

Le 15 Novembre 2001, l'Assemblée Générale Extraordinaire a adopté les dispositions de la Loi NRE du 15 Mai 2001 donnant au CA la faculté de dissocier les fonctions de Président du Conseil et de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration du 13 Décembre 2001 a opté pour la dissociation des fonctions, en confiant à un Directeur Général nommé par le Conseil les pleins pouvoirs dans la gestion de la société, à l'exception de ceux statutairement réservés au Président concernant la direction des travaux du Conseil et des Assemblées Générales.

Ces dispositions ont été reconduites successivement par les Conseils d'Administration du 14 Mai 2008 (*recomposition du Conseil amenant à renouveler le mandat de Direction Générale*), du 16 Décembre 2009 (*changement de Directeur Général*), du 14 Mai 2014 (*recomposition du Conseil amenant à renouveler le mandat de Direction Générale*), et du 18 mars 2016 (*changement de Directeur Général*).

Les SASU filiales n'intègrent aucun personnel de direction ni d'encadrement, ni de directions fonctionnelles :

Leur présidence est assurée par la Société-Mère TaM, en la personne de son directeur général.

L'encadrement est assuré par les personnels de la direction stationnement par conventions de MAD

Les services fonctionnels RH, DAF, DSI, et Direction Générale et juridique sont assurés par les directions concernées de la société-mère.

II. SITUATION DE LA SOCIETE MERE ET DE SES FILIALES

La Société Anonyme d'Economie Mixte TaM (Transports de l'agglomération de Montpellier), ainsi renommée par l'AGE du 15 Février 2000, a été immatriculée le 19 mars 1979 au RCS de Montpellier sous le numéro 314871815 sous le nom de Société Montpelliéraine de Transports Urbains (SMTU), pour une durée initiale de 30 ans, prorogée par l'AGE du 29 juin 1992 jusqu'au 18 mars 2059.

Elle a pour objet l'exploitation des services de Transport Public, l'étude, la commercialisation et la mise en œuvre de tout produit en lien avec la mobilité (transport, stationnement, location de vélo, autopartage,...), la réalisation et la gestion d'ouvrages publics ou privés de Stationnement, la réalisation de toute étude et/ou de toute infrastructure de transport et la réalisation d'ouvrages sur voirie et tous autres travaux, achats, ventes ou échange de biens immobiliers de quelque nature que ce soit, rendus nécessaires dans ce cadre, notamment en vue de la mise en œuvre d'un Transport en Commun en Site Propre (TCSP), la vente et/ou distribution d'objets promotionnels liés à l'activité de la société.

De plus la société peut effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières se rapportant aux objets définis ci-dessus, ou à des objets similaires ou connexes.

Elle pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec son objet social et qui contribuent à sa réalisation. **Elle pourra ainsi créer des filiales dont l'activité est comparable ou au moins complémentaire à celle qui lui est propre.**

Depuis juin 2018 ses statuts l'autorisent à gérer un CFA (Centre de Formation des Apprentis). Elle exercera l'ensemble de ses activités tant pour son propre compte que pour celui d'autrui ; en particulier elle pourra exercer ses activités dans le cadre de conventions passées dans les conditions définies aux articles L.1523-2 à L.1523-4 du CGCT. Cependant, toute activité extérieure au périmètre de compétence des Autorités Délégantes, est soumise à l'accord exprès de celles-ci.

Par décision de l'Assemblée Générale du 29 Juin 2001, le capital de TaM a été augmenté par incorporation de réserves et converti à la somme de 4.286.000€, soit 34.288 actions de 125€.

Le 25 juin 2003, l'Assemblée Générale Extraordinaire a adopté la création de postes de censeurs, et adapté les statuts pour étendre l'objet social à la mise à disposition de cycles motorisés ou non.

Le 19 Octobre 2004, le Conseil d'Administration a décidé qu'à compter du 1^{er} Novembre 2004, le Directeur Général ne serait plus Personnel mis à disposition (PMAD) par le groupe TRANSDEV mais mandataire social rémunéré.

Le 21 Décembre 2005, le Conseil d'Administration a décidé du changement d'adresse du siège social (même lieu mais avec modification de l'accès des visiteurs et personnel du dépôt Jeune Parque), ratifié par l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 juin 2006.

Le Conseil d'Administration du 22 juin 2011 a approuvé la cession de l'action de l'association de consommateurs UFCS (Union Féminine Civique et Sociale) à l'association de consommateurs CLCV (Consommation Logement et Cadre de Vie).

Le 19 juin 2013, l'Assemblée Générale Extraordinaire a adapté les statuts pour étendre l'objet social à la vente et distribution d'objets promotionnels liés à l'activité de la société

Le Conseil d'Administration du 14 Mai 2014 prenant acte de l'entrée en fonction des nouveaux représentants des Collectivités Ville de Montpellier et Communauté d'Agglomération de Montpellier a notamment :

- procédé à la désignation du Président
- adopté le mode de Direction Général et délégation de pouvoirs accordés au Président
- désigné le Directeur Général et lui a délégué les pouvoirs de gestion
- décidé des conditions de rémunération
- décidé d'adopter un Règlement Intérieur pour déterminer ses modalités de fonctionnement et préciser la qualité des membres participants hors les administrateurs
- adopté la mise à jour de la Procédure Achats, les modalités de fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres et du Comité de Rémunération, et en a désigné les membres pour une durée allant jusqu'au terme de leur mandat d'administrateur.
- Adopté l'ordre du jour de l'AGE permettant de mettre à jour et faire évoluer les statuts

Le 25 juin 2014, l'Assemblée Générale Extraordinaire a adopté l'évolution de ses statuts pour y faire figurer les éléments spécifiques du Code Général des Collectivités Territoriales adaptables aux SAEMTL, intégrer les dernières dispositions en vigueur, et étendre l'objet à la possibilité de créer des filiales pour s'adapter aux demandes d'un maître d'ouvrage public lors d'une réponse à une consultation de DSP.

Dans le cadre de l'Acte III de la décentralisation, et de la Loi MAPTAM de « Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles », la Communauté d'agglomération de Montpellier change de statut pour devenir Métropole après le vote du conseil du 24 octobre 2014, et choisit le nom de « **Montpellier Méditerranée Métropole** ». Ces décisions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

En vertu de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole exerce désormais de plein droit, en lieu et place des communes membres, les nouvelles compétences ci-après en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et concernant contractuellement TaM :

- Création, aménagement et entretien de voirie.
- Signalisation.
- Parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains.
- Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.
- Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables

Les contrats concernés initialement conclus avec la Ville de Montpellier ont donc fait l'objet d'un transfert à la Métropole

Le Conseil d'Administration du 11 Mars 2015 a :

- autorisé la création d'une filiale dédiée à l'exploitation du parking Nouveau St Roch, telle qu'imposée par le cahier des charges de l'Autorité Délégante : la société « SAS Saint Roch Stationnement », dont TaM est l'unique actionnaire et présidente, est une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU) au capital de 500.000€, complété d'un apport en Compte Courant d'Associé rémunéré de 470.000€.
- désigné comme Commissaire Aux Comptes titulaire de la filiale le Cabinet Camoin Perez & Associés, et le cabinet SOFIRA comme suppléant,
- adopté les procédures de mise en concurrence en qualité de « pouvoir adjudicateur » définies par l'ordonnance 2005-649 du 6 juin 2005

- autorisé la filiale à souscrire l'emprunt en son nom, et reprendre tous les engagements contractuels de TaM concernant la DSP du parking Nouveau St Roch
- été informé que 4 conventions (*impliquant une délibération car avec même signataire*) régissent les rapports entre TaM et sa filiale : compte courant, mise à disposition de ressources au temps passé, commercialisation, et PMAD assurant le management

Le 15 avril 2015 la **SASU Saint Roch Stationnement**, domiciliée au Siège Social de TaM, a été immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 810880401, avec début d'activité à cette même date.

Le Conseil d'Administration du 30 Juin 2015 a autorisé TaM à se porter caution solidaire de l'emprunt contracté par sa filiale SAS St Roch Stationnement (acquisition parking St Roch)

Le CA du 23 février 2016 a acté l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole de 6.248 actions (18.22%) de la Ville de Montpellier, autorisé ladite cession, et pris acte de la nouvelle répartition des sièges d'administrateurs et désignation des nouveaux représentants aux CA et AG. L'actionnariat de 3M dans TaM passe de 27.99% à 46.02%, et celui de la Ville de Montpellier de 27.33% à 9.11%.

L'actionnariat total des Collectivités dans la SAEM reste inchangé à 55.13%

Le Conseil d'Administration du 18 mars 2016 a désigné le remplaçant du Directeur Général au 1^{er} juin 2016 et jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes 2024.

Ses conditions de rémunération ont été fixées en reconduisant les dernières dispositions en vigueur, entérinées par le CA du 27 juin 2017 : une évolution annuelle, jusqu'au terme de son mandat, égale à celle de l'évolution de la Valeur du Point complétée de 0.5%, et une part de rémunération variable de 0 à 20% pour laquelle le CA du 21 décembre 2005 a délégué la décision d'attribution au Président.

Le Conseil d'Administration du 25 octobre 2016 s'est prononcé favorablement à la création à TaM d'un Centre de Formation des Apprentis (CFA) au métier de conducteur de transports en communs, et à déposer à cet effet un dossier de demande d'autorisation auprès de la Région Occitanie.

Le Conseil d'Administration du 21 février 2017 a autorisé la convention d'intégration fiscale passée entre TaM et sa filiale dédiée SAS St Roch Stationnement

Le Conseil d'Administration du 1^{er} décembre 2017 a ;

- autorisé la création d'une nouvelle filiale dédiée à la DSP Voirie de la Ville de Montpellier, telle qu'imposé par le cahier des charges de l'Autorité délégante : la « SAS TaM-VOIRIE », dont TaM est l'unique actionnaire et présidente, est une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU) au capital de 300.000€, complété d'un apport en Compte Courant d'Associé rémunéré de 400.000€.
- désigné comme Commissaire Aux Comptes titulaire de la filiale le Cabinet Cazes-Goddyn
- adopté les procédures de mise en concurrence en qualité de « pouvoir adjudicateur » définies par l'ordonnance 2005-649 du 6 juin 2005
- autorisé la filiale à souscrire 3 emprunts en son nom, avec la caution solidaire de sa société-mère
- été informé que 8 conventions (non réglementées) régissent les rapports entre TaM et sa filiale : compte courant, intégration fiscale, personnel de management mis à disposition, ressources fonctionnelles affectées forfaitairement (DG/RH/DAF/DSI et DSMQ), commercialisation, prestations techniques récurrentes réalisées par TaM, mise à disposition de places de parking destinées aux résidents abonnés, et cadrage concernant d'éventuels personnels de renfort détachés en contrôle.

Le 7 Décembre 2017, la **SASU TaM-VOIRIE**, domiciliée au Siège Social de TaM, a été immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 834024226, avec début d'activité à cette même date.

Le Conseil d'Administration du 22 Mai 2018 a autorisé TaM à se porter caution solidaire des garanties bancaires contractées par sa filiale TaM VOIRIE auprès de la BPS.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 Juin 2018 a procédé à la modification des statuts :

- Extension de l'objet social avec une activité de CFA
- Création d'un 13ème poste d'administrateur destiné à un administrateur salarié (Loi Rebsamen)

Le Conseil d'Administration du 25 janvier 2019 a autorisé, à l'issue d'un appel d'offres :

- la signature d'un contrat de **subdélégation d'une partie de l'activité transport** (lignes affrétées) entre TaM et la société nouvelle T3M pour la période du 1er janvier 2019 au 30 juin 2024.
- la signature de l'avenant n°1 à la DSP Transport par lequel le délégant Montpellier Méditerranée Métropole entérine ladite subdélégation, exécutée pour un montant global de Subvention d'Exploitation légèrement inférieur au Contrat Initial
- et la **prise de participation de TaM de 5% au capital de la SAS T3M**

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 juin 2019 s'est prononcée contre une augmentation de capital réservée aux salariés dans le cadre de la Loi Epargne Salariale du 19/2/2001 (*obligation triennale supprimée par la Loi de Simplification 2019-744 du 19 juillet 2019*)

Renouvellement des Mandats :

L'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 2014 a renouvelé pour 6 ans le mandat d'administrateur de la **Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)**

L'Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin 2015 a renouvelé pour 6 ans le **mandat de censeur** attribué à la société **TRANSDEV**.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 28 juin 2016 a renouvelé pour 6 ans le mandat d'administrateur de la société **TRANSDEV**.

Suite à la consultation lancée par TaM, l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 juin 2016 a désigné en qualité de **Commissaires aux Comptes** pour 6 exercices, soit jusqu'à l'AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2021, **le Cabinet CAZES GODDYN en tant que titulaire et le cabinet CAMOIN-PEREZ en tant que suppléant**.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 2017 a renouvelé pour 6 ans le mandat d'administrateur de la **CLCV**

L'Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 2018 a renouvelé pour 6 ans le mandat d'administrateur de la **CCI**

L'Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 2018 a renouvelé pour 6 ans le mandat d'administrateur de la **CELR**

L'Assemblée Générale Ordinaire du 29 Juin 2018 a procédé à la désignation d'un co-commissaire aux comptes (consolidation) : **le cabinet AXIOME**

III. SEANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES ASSEMBLEES GENERALES

- ⊙ Le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois au cours de l'année 2019 :

Conseil d'Administration n°155 du 25 JANVIER 2019

Points principaux à l'ordre du jour :

- Marche de l'entreprise
- Budget TaM 2019 et estimé 2018
- Autorisations préalables de signature de conventions :
 - *Avenant n°1 à la DSP Transport : Subdélégation 2019-2024*
 - *Contrat de subdélégation entre TaM et la SAS T3M (coordination, contrôle, et exploitation des transports suburbains et prestations associées du 1er janvier 2019 au 30 juin 2024)*
 - *Avenant n°4 au contrat de sous-traitance entre TaM et TRANSAMO pour la réalisation du mandat de maîtrise d'ouvrage Ligne 5*
- Prise de participation par TaM de 5% au capital de la SAS T3M
Administrateur(s) présent(s) : 11
Administrateur(s) absent(s) et représenté(s) : 0
Administrateur(s) absent(s) excusé(s) : 2

Conseil d'Administration n°156 du 24 MAI 2019

Points principaux à l'ordre du jour :

- Entrée en fonction du nouveau représentant de la Caisse des Dépôts et Consignations
- Marche de l'entreprise
- Arrêté des comptes sociaux de l'exercice 2018
- Documents liés à la prévention des difficultés des entreprises
- Préparation de l'Assemblée Générale Ordinaire
- Préparation de l'Assemblée Générale Extraordinaire
- Point d'information concernant la procédure achats : formule de notation idem Métropole
Administrateur(s) présent(s) : 10
Administrateur(s) absent(s) et représenté(s) : 3
Administrateur(s) absent(s) excusé(s) : 0

Conseil d'Administration n°157 du 21 JUIN 2019

Points principaux à l'ordre du jour :

- Marche de l'entreprise
Administrateur(s) présent(s) : 9
Administrateur(s) absent(s) et représenté(s) : 2
Administrateur(s) absent(s) excusé(s) : 2

Conseil d'Administration n°158 du 18 OCTOBRE 2019

Points principaux à l'ordre du jour :

- Entrée en fonction du nouveau représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie
- Marche de l'entreprise
- Documents liés à la prévention des difficultés des entreprises
- Information concernant la ratification de conventions en AGO
 - *Avenant n°1 à la Convention de Groupement de Commandes Publiques entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et TaM (coordination Ville de MPL)*
 - *Avenant n°5 au mandat de MOD pour la réalisation de la 5ème ligne de tramway*
- Autorisations préalables de signature de conventions :
 - *Avenant n°6 au contrat de sous-traitance entre TaM et TRANSAMO pour la réalisation du mandat de MOD Ligne 5*

Administrateur(s) présent(s) : 9

Administrateur(s) absent(s) et représenté(s) : 3

Administrateur(s) absent(s) excusé(s) : 1

⊙ **Assemblées Générales :**

AGO du 21 JUIN 2019

- Approbation des Comptes TaM de l'exercice 2018
- Approbation des Comptes Annuels Consolidés de l'exercice 2018
- Affectation du résultat exercice 2018
- Approbation des conventions visées à l'article L.225.38 du code du Commerce
- Ratification des conventions visées à l'article L.225.42 du code du Commerce :
 - *Avenant n°4 au mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée de la ligne 5 et bouclage ligne 4*
 - *Convention de DSP Transport de mi-2018 à mi-2024*
 - *Acte de substitution entre TaM et TaM-VOIRIE*
 - *Convention de personnel TaM Mis à Disposition de la filiale TaM-VOIRIE*
 - *Convention d'intégration fiscale entre TaM et la filiale SAS St ROCH Stationnement*

AGE Du 21 JUIN 2019

- Augmentation du Capital réservée aux salariés adhérents d'un PEE ou PPESV

A NOTER :

La Loi de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés publiée au Journal officiel du 20 juillet 2019 (L. n° 2019-744, 19 juill. 2019) a supprimé l'obligation triennale de convoquer une assemblée générale extraordinaire statuant sur une augmentation de capital réservée aux salariés

Lorsque le rapport présenté par les organes de gestion à l'assemblée générale ordinaire annuelle fait apparaître que les actions détenues collectivement par les salariés représentent moins de 3% du capital social

IV. REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

ACTIONNAIRES, ADMINISTRATEURS ET LEURS REPRESENTANTS

Au 31/12/2019 :

Conformément à l'article L225-102 du Code du Commerce, il est précisé qu'au 31 Décembre 2019, le capital social n'est constitué d'aucune action détenue par les salariés de l'entreprise.

ACTIONNAIRES	Représentants des Actionnaires	Administrateurs	%	Participation au Capital	Nombre d'actions
A) COLLECTIVITES LOCALES					
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE 50, Place Zeus BP 9531 34045 MONTPELLIER	A. EL KANDOUSSI	A. EL KANDOUSSI JL. COUSQUER JL. SAVY P. KRZYZANSKI P. MIRALLES T. DA SYLVA	46.02%	1 972 250	15 778
VILLE DE MONTPELLIER Hôtel de Ville - 1, Place G. Frêche 34064 MONTPELLIER	M. CHARDES	M. CHARDES	9.11%	390 250	3 122
B) AUTRES ACTIONNAIRES					
TRANSDEV 9, rue Maurice Mallet 92445 Issy les Moulineaux CEDEX	T.DECERLE	T.DECERLE	19.99%	856 750	6 854
CAISSE DES DEPOTS & CONSIGNATIONS Immeuble Oz'one 181, Place Ernest Granier-CS 99025 34965 MONTPELLIER cedex 2	S. VAS	S. VAS	11.46%	491 000	3 928
CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE Parc d'Activité Alco 254, Rue Michel Teule 34000 MONTPELLIER	S. CASTELLON	S. CASTELLON	7%	300 000	2 400
BANQUE POPULAIRE DU Sud Rue du Fenouil 34430 SAINT AUNES	M. GACHES		3.50%	150 000	1 200
CREDIT AGRICOLE Avenue Montpellièret Paysagère 34970 MAURIN	M. ROBBI		1.75%	75 000	600
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE Grand'Rue Jean Moulin 34045 MONTPELLIER CEDEX	V. PEREZ	V. PEREZ	1.17%	50 000	400
CHAMBRE DES METIERS 44, Av. Saint Lazare 34000 MONTPELLIER	M. NADAL		0.0146%	625	5
C.L.C.V 23 Avenue de Nîmes Résidence Utrillo 34000 MONTPELLIER	S. BASCOUL	S. BASCOUL	0.0029%	125	1
ADMINISTRATEUR SALARIE TAM		M.C.BELTRAN	0.0000%	0	0
TOTAUX	10	13	100.0%	4 286 000	34 288

DIVIDENDES DISTRIBUES AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Aucun dividende n'a été distribué au cours des trois derniers exercices.

V. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Nous vous informons que notre société dispose au 31/12/2019 de participations dans les sociétés suivantes :

FILIALES	ASSOCIES	% CAPITAL DETENU	MONTANT CAPITAL	RESERVES ET REPORT A NOUVEAU AVANT AFFECTATION DES RESULTATS	CAPITAUX PROPRES DE LA FILIALE	VALEURS COMPTABLES DES TITRES DETENUS		RESULTAT DE LA FILIALE	COMPTE COURANT D'ASSOCIE	DONT INTERETS VERSES	DONT IMPOT SUR LES SOCIETES & CICE	CAHT
SAS SAINT ROCH STATIONNEMENT 125, rue Léon Trotski 34075 MONTPELLIER CEDEX 3 SIRET : 8108804010023	100%	100%	500 000	106 541	606 540	BRUTE 500 000	NETTE 500 000	46 143	273 660	31 708	6 952	3 010 609
SAS TaM VOIRIE 125, rue Léon Trotski 34075 MONTPELLIER CEDEX 3 SIRET : 83402422600013	100%	100%	300 000	361 261	661 262	BRUTE 300 000	NETTE 300 000	-46 635	531 158	11 160	127 220	4 912 705

Pour information, notre société a, le 23 avril 2019, conformément aux engagements de la DSP Transport 2018-2024, pris une participation, pour un montant de 2.500€, de 5% du capital de la SAS T3M (société filiale du groupe TRANSDEV, subdélégataire de la DSP Transport), accompagnée d'un pacte d'actionnaires signé avec TRANSDEV SA.

Elle n'a pris aucune participation dans d'autres sociétés, ni ne détient d'autres participations croisées.

VI. ACTIVITE DE L'EXERCICE

A - Principaux faits marquants

Les mouvements « gilets jaunes » des samedis ont entraîné au premier semestre 2019 de nombreuses dégradations d'équipements (transport et stationnement), générant des coûts significatifs de remise en état, des pertes de chiffre d'affaires (kilomètres et stationnement sur voirie), et une hausse de primes et/ou franchises d'assurances.

D'autres faits marquants ont ponctué l'année 2019 :

Pour l'activité TRANSPORT, il s'agit de la première année avec le subdélégataire T3M (*en 2018 = 6 mois en groupement délégataire suivis de 6 mois en sous-traitance*), dont TaM détient désormais 5% des parts, conférant un droit de regard à la Métropole.

Un avenant n°2 à la DSP Transport a acté de la mise en oeuvre d'une première phase de restructuration du réseau bus urbain/suburbain en septembre 2019 (*le cahier des charges du contrat initial imposait une restructuration globale en septembre 2018*), suivie de quelques ajustements réalisés début janvier (suburbain) et fin février 2020 (urbain).

Première année pleine du service de navette Gare TGV Sud de France (bus articulés) avec quelques péripéties impliquant des renforts exceptionnels (lundi de Pâques,...) ou interrompant l'activité (grèves SNCF de décembre 2019).

Ces événements concernant la SNCF ont de fortes répercussions sur nos activités, qu'il s'agisse des recettes TRANSPORT de décembre 2019 à janvier 2020, ou de la fréquentation du parking Gare St ROCH

Au terme d'un avenant de prolongation d'un an, TaM a remporté, auprès de Montpellier Events, la gestion du parking CORUM en subdélégation, pour la période 2020-2027.

Le marché du parking Vicarello, en régie, a pour sa part fait l'objet de 3 mois de prolongation, au terme desquels il a été remporté par un tiers.

Début en décembre 2019 de la 2^{ème} session du CFA, avec 8 nouveaux apprentis, les 12 premiers apprentis ayant partagé leur temps entre contrôle et conduite tramway, avant de pouvoir passer d'ici mi-2020 leur permis bus.

Concernant les comptes, il s'agit du 2^{ème} exercice consolidé entre les 3 sociétés.

Le périmètre d'activité de TaM, toutes activités confondues, atteint **115.0 M€ de produits en 2019**

contre 118.8M€ en 2018, où TaM avait dû assurer sur une période transitoire de 6 mois l'intégralité de la sous-traitance de l'affrètement (nouvelle DSP attribuée quelques jours avant sa prise d'effet)

Le volume d'activité régresse en apparence de -3.8M€ :

Il s'agit du chiffre d'affaires des services éducatifs et occasionnels, et de la SFE des services affrétés, qui avaient été perçus sur 6 mois en 2018 pour les raisons évoquées.

Comparé à la situation 2017 (108.7M€), le volume d'activité a néanmoins bien progressé de +6.3M€ sur 2 ans (+5.8%)

Le nouveau programme de Gros Entretien (2.0M€ de Subventions et 2.0M€ de Subventions à recevoir) constituant la majeure partie de cette progression.

La Subvention Forfaitaire d'Exploitation de l'activité Transport demeure pour sa part comparable à 2017, avec une baisse liée à la productivité et à la séparation du GER, que compense une hausse liée au nouveau mode de calcul des compensations.

Les charges évoluent de la même manière pour les mêmes raisons : elles baissent de -4.3M€ : 113.8 en 2019 contre 118.1 en 2018

Le dégrèvement de charges sociales ayant désormais à l'équivalent remplacé le dispositif 2013-2018 du CICE.

Le montant des dotations aux provisions 2019 est similaire à 2018 (7.7M€)

Au bilan, on peut se réjouir, pour la 2^{ème} année consécutive depuis le changement d'organisation mi-2018, d'une nouvelle optimisation des stocks de -0.8M€.

Ils repassent enfin en deçà des 10M€ (9.8 à fin 2019 contre 10.6 à fin 2018)

Pour l'Activité TRANSPORT

Les déplacements validés sont en baisse de -1.9%, il s'agit des effets travaux, canicule et gilets jaunes sur les titres à voyages ; mais aussi comme en 2018 de moindres validations d'abonnements. Les recettes (39.55M€) progressent en effet à l'inverse de +0.9%.

Ces recettes restent inférieures au budget en raison du fort impact des grèves SNCF sur le mois de décembre 2019, des effets travaux (126k€), et des effets canicule et « gilets jaunes » (280k€)

A noter que les déplacements validés suburbains de T3M progressent malgré tout de +6.0%, profitant d'une forte restructuration du réseau bus.

Internet est le canal de ventes qui progresse le plus (13% en 2019 contre 9.2% en 2018), aux dépens des espaces mobilités (26% en 2019) et des automates (48% en 2019) qui demeurent le canal principal.

Les compensations sociales et scolaires font désormais l'objet de nouvelles modalités de calcul : 12.2M€HT en 2019 au lieu de 14.0M€ en 2018, qu'équilibre une SFE supérieure.

les produits transport baissent de -4.4M€ pour les raisons précédemment évoquées :

-1.7 M€ sur les services vendus :

+0.39 M€ de recettes clients : développement de l'offre et dissuasion fraude, *comparables à la progression 2018/2017 déjà constatée de +0.37M€.*

-2.05 M€ de compensations sociales (nouvelles modalités de calcul) et indemnisations des ventes du SMTCH (nouveaux seuils de déclenchement)

-0.41 M€ de recouvrement infractions : retrouvent le niveau de 2012...

+0.1 M€ de recettes de stationnement sur pôle d'échanges / gare routière

-0.44 M€ de recette services éducatifs et occasionnels (*qui étaient spécifiques à la phase transitoire et désormais recouvrées par le subdélégataire T3M*)

+0.54 M€ de prestations diverses

Malgré un matériel vieillissant, les recettes Velomagg (135k€) restent proches de celles de 2018 (139k€)

-0.3 M€ concernant la production immobilisée sur investissements subventionnés

-2.6 M€ de SFE et Subvention GER

+1.3 M€ d'évolutions (calcul des compensations, indexation, réseau restructuré)

- 0.9 M€ de subvention et produit à recevoir GER (=avancement de programme)

Et -3.0M€ liés aux changements de contexte contractuel :

-5.5 M€ de phase transitoire de services suburbains sous-traités

+2.5 M€ reddition fin DSP 2018 et clause de retour à bonne fortune

+0.2 M€ de subventions diverses et produits de gestion courante

Les produits exceptionnels de cession, reprises sur provisions et amortissements sont en cumul comparables

l'évolution 2019 des charges transport de -4.5 M€ sur 2018 se caractérise comme suit :

-0.7 M€ sur les achats et variation de stocks de pièces : optimisation s'ajoutant aux -0.5 déjà constatés en 2018

+0.8 M€ d'achats externes, dont électricité de traction +0.3M€, +0.2M€ d'équipements fournitures information du public (notamment réédition d'horaires liée aux phases de travaux et de restructuration du réseau), et +0.2M€ de pièces de rechange non stockées

-6.2M€ pour les services extérieurs :

-6.6 M€ de sous-traitance affrètement correspondant aux 6 mois 2018 de phase transitoire

+1.5 M€ d'entretien réparation (*gel d'activité 2018 en attente d'attribution de la DSP Transport*)

+0.2 M€ de réengagement d'études pour les mêmes motifs

-1.3 M€ d'économies sur sous-traitance renfort contrôle, loyers, gardiennage et prestations diverses

+0.9 M€ sur les autres charges externes : reprise interim et formation, et fin d'honoraires concernant les ressources affectées par Transdev-Montpellier (fin du groupement délégataire)

-0.1 M€ de charges communes de fonctionnement des directions fonctionnelles (*DG/RH/DAF/DSI*)

+0.4 M€ d'Impôts et Taxes : évolution proportionnelle de la TS et du VT assis sur les salaires, et effet année blanche 2019 Taxe d'Apprentissage (*part transport rétrocedée à 3M*)

-0.3 M€ en frais de personnel : +0.9M€ s/salaires, suite aux gels d'embauches de 2018, et -1.3M€ s/charges sociales (=en substitution du dispositif CICE)

+1.7M€ concernant la fin du dispositif CICE 2013-2018, contrebalancé par la baisse de charges sociales

-0.4 M€ dans la rubrique autres charges, fin des amortissements de caducité ancienne DSP

-1.4 M€ en charges exceptionnelles, compte tenu en 2018 des VNC des actifs cédés avant déduction de quote-part de subventions (biens de retour à la Métropole en fin de DSP)

+0.7 M€ en dotations provisions pour risque et charges. L'essentiel des provisions correspondant par ailleurs aux engagements du programme de Gros Entretien Réparations sur exercices futurs

Concernant les opérations de Grande Maintenance, la révision 600.000 kilomètres des rames 302 des lignes 2 et 4 (24 mois) a été terminée au 1^{er} semestre 2018, et les opérations mi-vie (1 million de km) pour les rames 401 de la ligne 1 (programmées sur 6 ans pour la phase 1) se poursuivront jusqu'en 2022, mais TaM a surtout engagé un important programme de renouvellement des installations fixes, qu'il s'agisse d'usure (rails, appareils de voie, ligne aérienne,...), ou d'obsolescence technique (DAT ligne 2). Par ailleurs s'engagent aussi la phase 2 pour les opérations mi-vie des rames ligne 1, et la révision 600.000 kilomètres des rames 402 de la ligne 3.

L'activité transport dégage un résultat de 157 003€, similaire à celui de 2017
(contre 5 235 € en 2018)

Rappel : Jusqu'à mi-2018 (précédente DSP Transport), le délégataire était organisé en Groupement Momentané d'Entreprise (GME) associé à TRANSDEV-Montpellier, qui assumait son risque sur les objectifs de charges et de validations (recettes) sur les lignes suburbaines. La charge d'exploitation des lignes suburbaines affrétées et autres prestations « Groupe TRANSDEV » (assistance technique et informatique,...) ne figuraient donc ni en charges ni en produits de Subvention Forfaitaire d'Exploitation dans nos comptes, TaM n'avait en charges que la rétrocession de recettes au prorata des validations, et les ressources affectées

Depuis 2016 les biens de retour à remettre sans indemnité font l'objet d'amortissement de caducité.

Leur valeur d'origine est comptabilisée dans les comptes « 224 ».

L'amortissement de caducité 2019 net des quote-parts de subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice, d'un montant de 82.1k€, est inscrit dans le compte 650410 « Dotation amortissement de caducité transport ». La contrepartie est enregistrée dans les droits du concédant en nature « 229 ». Classés au bilan en autres fonds propres, et compte tenu des cessions mi-2018 des biens de retour, ils totalisent 82.1k€ à fin 2019.

Pour les contrats de STATIONNEMENT

Les contrats publics de stationnement (parkings centre-ville et régies de recettes) génèrent un résultat de **0.82M€** (*contre 0.48M€ en 2018 avec des pertes de 0.09M€ sur la DSP Antigone*)

Les contrats privés contribuent au financement des charges de structure de la direction stationnement, nous permettant de rester compétitifs en réponse aux consultations de parkings publics, compensant le handicap de notre convention collective plus favorable que la concurrence.

Pour les PROJETS TRAMWAY menés en mandats MOD :

TaM continue de travailler sur 3 marchés de Maîtrise d'Ouvrage Délégée en mandats :

- La gestion des contentieux plateforme et clôture des marchés de la **Ligne 3** (*objet de la prolongation de 3 ans jusqu'à fin 2022 formalisée par l'avenant n°7*)
- L'engagement des études et réalisation de l'Extension Ligne 1 vers la nouvelle gare TGV Sud de France
- Les études de la ligne 5
*Les travaux d'extension (notamment Tour en Fosse) du dépôt JP pour une mise en service initialement prévue début 2018 dans le cadre du marché **bouclage Ligne 4/Ligne 5** sont provisoirement suspendus, compte tenu de la perspective actuellement à l'étude de déplacement du dépôt*

Le **futur mandat de réalisation de la 5ème ligne de tramway**, qui devait prendre effet en mars 2020, demeurent en cours de procédure depuis début 2019.

Idem concernant le **projet d'avenant 1 au mandat extension ligne 1** devant préciser le programme et le planning retenus par la Métropole pour la prolongation de la ligne 1 à la nouvelle gare Sud de France pour une mise en service initialement prévue mi-2022.

Autres :

TaM a bénéficié en 2018 pour la 6^{ème} année et dernière année de l'effet du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE).

Les montants des droits acquis par année sont les suivants :

- Exercice 2013 (4%) : **1 170 324,00 € (après rectification) – 33 420 € d'IS perçu s/2017**
- Exercice 2014 (6%) : **1 855 453,30 € perçu en 2018**
- Exercice 2015 (6%) : **1 861 735,88 € perçu en 2019**
- Exercice 2016 (6%) : **1 888 371,06€ (versement escompté en 2020)**
- Exercice 2017 (7%) : **2 193 330,79€ (versement escompté en 2021)**
- Exercice 2018 (6%) : **1 825 502,27€ (versement escompté en 2022)**

inscrits dans nos comptes en réduction de l'impôt sur les sociétés en compte 699000 « CICE »

Le CICE participe depuis 2014 à la reconstitution du fonds de roulement compte tenu notamment des 30 emplois supplémentaires créés en 2015/2016 pour la sécurisation sans en faire porter la charge aux contribuables de la Métropole, et des conséquences des gels tarifaires qu'il a permis de compenser sur la période 2013-2018 (précédente DSP Transport)

Un nouveau contrat d'intéressement a été signé avec les organisations syndicales pour la période 2019-2021 : 319k€ d'enveloppe d'intéressement distribuable + 64k€ de forfait social représentent au titre de 2019, outre l'impact de taxes sur salaires, un montant de 383k€ (*contre 330k€ en 2018*) imputés en activité Transport pour la quote-part Transport, et « hors activité » pour les autres effectifs (*au prorata des montants de rémunérations*)

B - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

La première phase de restructuration du réseau de Transport de septembre 2019 a fait en 2020 l'objet d'ajustements des lignes suburbaines début janvier et des lignes urbaines fin février 2020.

La crise sanitaire « COVID-19 » a durement touché la fréquentation et les recettes de TaM à compter du mois de mars 2020.

Le réseau de transport a été basculé en services allégés « type samedi » à compter du 16 mars, pour rapidement passer en services « type dimanche » dès le 25 mars

C - PERSPECTIVES concernant l'activité de la société-mère TaM

Les années 2020/2021 restent marquées d'un certain nombre d'incertitudes, compte tenu

- De l'offre de transport du réseau restructuré, dont les phases suivantes de restructuration, notamment du réseau urbain, prévues de septembre 2020 à mi 2022 (Extension Ligne 1), restent à définir par Montpellier Méditerranée Métropole
- Des perspectives de développement escomptées de l'activité de la filiale SAS TaM-VOIRIE pour laquelle TaM mène un certain nombre d'opérations (maintenance, encadrement, réclamations, et directions fonctionnelles)

Crise Sanitaire 2020 : impact prévisionnel sur TaM et ses filiales

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité d'activité. Les activités ont commencé à être affectées par COVID-19 à partir de mars 2020, entraînant un impact négatif sur les états financiers en 2020.

Concernant l'événement crise sanitaire COVID-19, et en raison des éléments restant inconnus à ce jour, notamment la durée exacte de l'évènement, il ne peut pour l'instant être fait sur TaM aucune estimation précise, hormis l'évaluation de :

- la perte de recettes directes clients évaluée depuis mi-mars à 3.3M€HT/mois pour l'activité Transport, due à 95% aux mesures gouvernementales de confinement (et 5% au titre des décisions de gratuité du 17 mars au 10 mai),
- la perte de compensations sociales et scolaires, attachées aux ventes de titres subventionnés, et évaluée à 1.0M€HT/mois pour les mêmes motifs
- la perte de subvention forfaitaire évaluée à 0.6M€HT/mois, correspondant aux kilomètres non réalisés compte tenu de la réduction d'activité depuis mi-mars, (passage en service dimanche depuis le mercredi 25 mars) tandis que les économies réalisées sur les consommables (énergie, pneumatiques, pièces) sont de l'ordre de 0.14M€/mois.

Bien qu'un certain nombre d'autres économies vont pouvoir être constatées (prises en charge par l'Etat de chômage partiel, garde d'enfants, arrêts personnes sensibles et autres absences maladie), l'entreprise demeure dans l'obligation de poursuivre le service public et doit aussi faire face à de nombreuses charges supplémentaires de protection sanitaire du personnel et usagers, désinfection, distanciation, communication, etc...

Le déconfinement partiel du 11 mai ne permettra pas non plus de retrouver toute la clientèle (notamment abonnés annuels jeunes et demandeurs d'emploi, constituant à eux seuls 1/3 des validations et 1.0M€ de recettes mensuelles), compte tenu du maintien de l'urgence sanitaire, règles de déconfinement partiel, diminution du trafic ferroviaire, suppression d'événementiels, restauration, saison touristique et autres.

Nous escomptons une fréquentation n'excédant pas 30 à 40% de son niveau normal, tout en étant obligés de maintenir un niveau d'offre supérieur pour répondre aux règles de distanciation entre usagers.

La fréquentation et les recettes horaires de stationnement connaissent la même baisse de fréquentation qui touche, outre le chiffre d'affaire horaire des parkings, les actions menées par TaM pour ses 2 filiales.

Le stationnement sur Voirie étant pour sa part gratuit depuis le 24 mars.

La société, compte tenu du caractère récent de de l'épidémie et des mesures d'aides aux entreprises annoncées par le gouvernement, n'est toutefois pas encore en capacité d'apprécier l'impact chiffré de la crise sanitaire sur ses charges.

A la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration des états financiers 2019, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de TaM à poursuivre son exploitation. Des échanges sur le sujet ayant été engagés avec la Direction Générale de l'Autorité Organisatrice.

Néanmoins cette forte dégradation économique et son caractère d'imprévision impliquent, à minima pour l'activité transport, et selon son ampleur, la négociation d'un avenant auprès de notre Autorité Organisatrice des Mobilités, actionnaire et administrateur de TaM.

A l'instar de l'article 1195 du Code civil, applicable aux contrats conclus depuis le 1er octobre 2016, qui prévoit en effet la possibilité d'imposer à la partie adverse l'adaptation du contrat en cas de changement imprévisible de circonstances.

« Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant. Elle continue à exécuter ses obligations durant la renégociation »

« En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les parties peuvent convenir de la résolution du contrat, à la date et aux conditions qu'elles déterminent, ou demander d'un commun accord au juge de procéder à son adaptation. A défaut d'accord dans un délai raisonnable, le juge peut, à la demande d'une partie, réviser le contrat ou y mettre fin, à la date et aux conditions qu'il fixe »

La force majeure et l'imprévision ont en commun l'imprévisibilité de la survenance d'un événement postérieur au contrat, mais elles se distinguent en ce que la force majeure rend impossible l'exécution du contrat tandis que l'imprévision la rend excessivement onéreuse (*Rapp. Sén. n° 22 relatif à la loi 2018-287 du 20-4-2018*).

Les conditions nécessaires pour pouvoir bénéficier de l'article 1195 du Code civil sont en effet d'ores et déjà réunies :

- 1] La condition d'imprévisibilité
- 2] Le fait que le changement de circonstances rende l'exécution excessivement onéreuse.
- 3] La demande de révision sous forme de procédure amiable que nous engageons officiellement ce jour auprès de nos administrateurs et actionnaires

Pour l'Activité TRANSPORT

Outre les éléments évoqués précédemment, ainsi que les impacts des divers décalages sur les programmes d'investissements (véhicules et autres) et de fonctionnement, l'activité Velomagg, prolongée par l'avenant n°2, prend contractuellement fin au 31 décembre 2020

Pour les contrats de STATIONNEMENT

Le marché en régie du parking Vicarello a pris fin au 31 mars 2020.

Hormis le problème de crise sanitaire, et le fort impact notamment sur l'activité stationnement sur voirie confiée à la filiale dédiée, quelques contrats privés, temporairement prolongés, parviennent à terme fin 2020 : Parkings Mer et Glace et parking Ecopôle

Pour les PROJETS TRAMWAY menés en mandats MOD :

Concernant le **Marché de mandat de MOD du Bouclage de la ligne 4/Ligne 5 :**

L'avenant n°6 décidé par 3M en mars 2020 a prolongé de 6 mois à fin décembre 2020 le marché d'études actuel.

Concernant la réalisation, la Métropole a lancé début 2019 la consultation concernant le futur marché chargé de la construction de la Ligne 5, pour lequel TaM s'est depuis février 2019 porté candidat.

Le **Marché Ligne 3** a pour sa part été prolongé de 3 ans, jusqu'à fin 2022, pour régler notamment les contentieux de plateforme avec les entreprises, et clôturer les différents marchés.

Pour l'activité CFA

La Loi « Avenir Professionnel » de septembre 2018 et la réforme de taxe d'apprentissage devrait induire une diminution du financement de notre CFA, dont il s'agira en 2020 de revoir le périmètre

3ème Ligne, Circulade et Extension Ouest L1 - Etude et Réalisation												Fin contractuelle selon avenant 7 31/12/2022	
En KEuros HT	<=2010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Au-delà	Total €
Total rémunération	10 314	3 007	2 627	1 368	177	15	54			6	12	25	17 604
Opérations connexes	38	116	9	14			-						177
Charges	10 709	3 068	2 747	929	162	25	-		-	45	31	64	17 781
Solde annuel	- 358	55	- 111	453	15	- 10	54	-	-	- 40	- 19	- 39	1
Solde cumulé	- 358	- 303	- 413	39	55	44	99	99	99	59	40	1	1

Avenant 6 pris en compte avec prolongation du mandat jusqu'au 31/12/2019

Avenant 7 prolongation 3 ans

En 2019 : Régularisation rétroactive de la rémunération de 2015 , rattrapage de celle de 2018 et facturation de celle de 2019 conformément à l'avenant

5ème Ligne et bouclage 4ième Ligne - Etude et Réalisation												Fin contractuelle selon avenant 6 : 31/12/2020	
En KEuros HT		2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020		Total €
Avenant 5													
Tr ferme v0		276	573	1 682	2 104	1 638	1 266	771	743	1 026	680	-	10 761
Tr cond TeF v0							72	59					131
Rem non indexée à fin 2019 Avt 5		276	573	1 682	2 104	1 638	1 338	830	743	1 026	680	-	10 891
Rem indexée à fin 2019 Avt 5		276	594	1 764	2 218	1 738	1 426	901	816	1 153	764		11 650
Avenant 6													
Tr ferme v0		276	573	1 682	2 104	1 638	1 266	771	743	1 026	1 644	-	11 725
Tr cond TeF v0							72	59					131
Rem non indexée à fin 2019 Avt 6		276	573	1 682	2 104	1 638	1 338	830	743	1 026	1 644	-	11 855
Rem indexée à fin 2019 Avt 6		276	594	1 764	2 218	1 738	1 426	901	816	1 153	1 848		12 733
		1 000	1 052	1 049	1 052	1 060	1 051	1 050	1 043	1 036	1 025		
Opérations connexes en indexée							196						196
Charges et aléas divers		291	611	1 796	2 259	1 610	1 097	989	818	1 028	2 239		12 738
Dont charges liés aux départs						162	70	30					261
Aléas/risque sur litiges sociaux en cours						279							279
Solde annuel	- 15	- 17	- 31	- 41	- 152	328	- 88	- 2	125	- 391	-	-	284
Solde cumulé	- 15	- 32	- 64	- 104	- 256	72	- 16	- 18	107	- 284	-	-	284
Perte déjà comptabilisée					- 279							-	279

La part de charges légales liées aux départs dûs au décalage de la L5, a été réglée sur la rémunération -

La partie litige, en cours a été provisionnée au-delà de la rémunération et par conséquent comptabilisée en perte à terminaison au 31/12/2015.

Compte tenu de ces charges latentes (litiges sociaux en cours suite aux licenciements liés au décalage de la L5) , il conviendra de prévoir une clause afin de gérer la suite des contentieux au-delà du mandat - ainsi que leur conséquence.

En tenant compte de l'avenant 7 de sous traitance - en cours

1ère Ligne - Extension Gare TGV												Fin contractuelle selon mandat initial : 2022	
En KEuros HT		2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Au delà	Total €
version initiale													
Tr ferme v0							81	263	265	311	301	154	1 376
Tr cond TeF v0													-
Rem non indexée							81	263	265	311	301	154	1 376
Rem indexée								88	273	328	317	431	1 438
									10290	10530	10530		
Opérations connexes													-
Autres opérations													-
Charges								62	135	170	173	877	1 418
Solde annuel	-	-	-	-	-	-	-	26	138	158	144	- 445	3
Solde cumulé	-	-	-	-	-	-	-	26	164	322	466	20	3

Sur la base du projet de décalage de la rémunération - à hauteur de la rémunération initiale dans l'attente d'un nouveau projet d'avenant 1

Concernant la 3^e ligne, en attente de l'avenant actant du changement de périmètre, TaM a dû suspendre la facturation entre mars 2015 et la régularisation faite en 2019

VII. COMPTES ANNUELS TAM

Nos comptes annuels ont été tenus en appliquant la réglementation en vigueur.

Les reprises et dotations aux provisions font l'objet d'une reprise totale des provisions antérieures, puis dotation des montants à constater en fin d'exercice (*au lieu de ne comptabiliser que les soldes de variations*)

ANALYSE DES PRODUITS, CHARGES, ET RESULTAT 2019

Chiffres-clés de TaM, toutes activités confondues :

en millions d'euro HT	31-déc-19	31-déc-18	variation	
Chiffre d'affaires	67.23	68.45	-1.22	-1.8%
SFE/Taxes/GER dont PàR dûs par l'Autorité Délégante	37.95	40.53	-2.58	-6.4%
Divers Produits d'Exploitation	7.02	5.51	+1.52	+27.6%
sous-total Produits d'Exploitation	112.20	114.49	-2.29	-2.0%
Produits Financiers	0.25	0.17	+0.08	+48.7%
Produits exceptionnels	2.55	4.10	-1.54	-37.7%
Total Produits	115.01	118.76	-3.75	-3.2%
Charges de fonctionnement avant IS	96.90	101.72	-4.83	-4.7%
Dotations d'exploitation	10.97	11.12	-0.14	-1.3%
Redevances d'affermage versées	2.76	2.60	+0.17	+6.5%
sous-total Charges d'Exploitation	110.63	115.44	-4.81	-4.2%
Charges Financières dont caducité	0.33	1.14	-0.81	-71.2%
Charges exceptionnelles	2.45	3.06	-0.61	-20.1%
Total Charges avant IS, CICE et intéressement	113.41	119.64	-6.23	-5.2%
Résultat avant IS et intéressement	1.600	-0.883	+2.483	-281.3%
% CA	2.38%	-1.29%		
Intéressement incluant 20% de forfait social	0.383	0.330		
Impôts Société (IS) dont CICE	0.018	-1.826	+1.844	
Résultat net	1.199	0.613	+0.59	+95.7%

A] Analyse des produits

Les produits de 115.0M€ se décomposent comme suit :

1.1 Un chiffre d'affaires de 67.2M€, en baisse de -1.2M€ (-1.8%) :

Le tableau suivant décompose les pourcentages d'évolution respectifs par activité :

en millions d'euro HT	31-déc-19	31-déc-18	variation	
<i>transport</i>	54.89	56.63	-1.74	-3.1%
<i>parkings centre ville</i>	6.90	6.68	+0.22	+3.2%
<i>prestations stationnement en régie de recettes</i>	0.02	0.02	+0.00	+8.2%
<i>autres activités dont celles facturées aux filiales</i>	4.17	4.17	+0.01	+0.2%
<i>rémunération des activités en mandat</i>	1.24	0.95	+0.29	+30.4%
Chiffre d'affaires	67.23	68.45	-1.22	-1.8%

- **DSP transport** : nouveau mode de calcul des compensations sociales et scolaires, régularisé en 2019 par l'avenant n°2 : soit -2.0M€ contrebalancés par une réévaluation de la SFE.
Les recettes directes augmentent de 0.4M€ (+1%)
- **L'activité des DSP parkings publics** demeure stable, tout comme la rémunération des **mandats**, ainsi que la dernière activité en **régie** (parking Vicarello)

1-2 Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE), Transfert taxes, et Gros Entretien : 38.0M€

Outre les modalités de calcul des compensations et prise en compte de la taxe Versement Transport depuis juillet 2018, recalant le niveau forfaitaire de SFE, ainsi que le niveau plus élevé des produits de subvention GER à recevoir en début de DSP, où se situe la majeure partie du programme à réaliser (*et qui seront extournés sur la 2^{ème} moitié*), le niveau élevé de SFE en 2018 était dû à la phase transitoire de sous-traitance, exceptionnelle au 2^{ème} semestre 2018 : le temps de la mise en œuvre de la nouvelle DSP Transport, avec la disparition du Groupement Déléataire, TaM a été amenée à comptabiliser en charges la totalité des services affrétés sous-traités (supprimant en charges la rétrocession du prorata de recettes clients suburbaines) et a perçu 6 mois de la part de SFE jusqu'alors perçue par Transdev-Montpellier. Depuis janvier 2019 les services affrétés font l'objet d'une subdélégation en paiement direct.

A noter qu'une reddition de SFE a eu lieu au 30 juin 2018, terme du précédent contrat.

1.3 Divers Produits d'Exploitation pour 7.0M€, progressent de +1.5M€ (+27.6%) :

Ces autres produits, non récurrents, sont constitués essentiellement de la production immobilisée, des reprises de provisions, transferts de charges et remboursements divers,...

	2019	2018	évolutions 2019/2018	
<i>Production immobilisée</i>	0.38	0.65	-0.27	-41.4%
<i>Subventions diverses</i>	0.27	0.38	-0.11	-29.1%
<i>Taxe d'Apprentissage affectée en produits CFA</i>	0.13	0.10	+0.02	
<i>Reprises amort et prov et transfert charges</i>	5.12	3.52	+1.60	+45.4%
<i>Autres produits de gestion courante</i>	1.13	0.85	+0.28	+32.3%
Divers Produits d'Exploitation	7.02	5.51	+1.52	+27.6%
Produits Financiers	0.25	0.17	+0.08	+48.7%
<i>Produits exceptionnels sur opérations en capital</i>	1.01	2.75	-1.74	-63.1%
<i>Autres produits exceptionnels</i>	1.54	1.35	+0.19	+14.4%
Produits exceptionnels	2.55	4.10	-1.54	-37.7%

L'entreprise a pu en 2019 affecter en produit de CFA 0.13M€ de Taxe d'Apprentissage collectée (0.10M€ en 2018 pour les 5 premiers mois d'activité)

1.4 Produits Financiers pour 0.2M€, stables

1.5 Produits Exceptionnels pour 2.6M€, ils évoluent de -1.5M€ (-38%) :

La quote-part de subventions d'équipement virée au compte de résultat se comptabilise en produits exceptionnels sur opérations en capital (et l'amortissement des biens correspondants en charges d'exploitation).

En 2018, ils intégraient les cessions d'actifs à 3M (biens de retour) en fin de DSP Transport (0.6M€)

2] Analyse des charges

Les charges de **113.4M€** avant impact CICE et intéressement se décomposent comme suit :

2.1 Des charges d'exploitation de 110.6M€, qui évoluent de -4.8M€ (-4.2%) :

en millions d'euro HT	31-déc-19	31-déc-18	variation	
<i>Achats, réparations et charges externes</i>	26.31	24.43	+1.88	+7.7%
<i>Frais de personnel</i>	59.04	59.45	-0.41	-0.7%
<i>Interim, formation externe, PMAD et multiservices</i>	1.78	1.59	+0.19	+12.2%
<i>S/s-traitance mandats, campagnes contrôle et autres</i>	0.45	8.02	-7.56	-94.3%
<i>Assurances flotte et autres</i>	1.31	1.25	+0.06	+4.6%
<i>Impôts et Taxes</i>	5.60	5.29	+0.31	+5.9%
<i>rétrocession recettes et MàD TRANSDEV/T3M</i>	1.29	0.77	+0.52	+66.9%
<i>rétrocession recettes TaM-VOIRIE</i>	1.12	0.93		
Charges de fonctionnement avant IS	96.90	101.72	-4.83	-4.7%
Dotations d'exploitation	10.97	11.12	-0.14	-1.3%
Redevances d'affermage versées	2.76	2.60	+0.17	+6.5%
sous-total Charges d'Exploitation	110.63	115.44	-4.81	-4.2%

- Retour à leur niveau antérieur des achats, réparations et charges externes, les programmes de gros entretien/réparations du 2^{ème} semestre 2018 n'ayant pu tous s'engager avec l'attribution tardive de la DSP en juin 2018 (*montant 2018 1.6M€ moins élevé que les années précédentes*)
- La diminution des frais de personnel provient du dispositif de remplacement du CICE en diminution des charges sociales. Les bruts évoluent pour leur part de +1.1M€ (+2.7%) du fait de la hausse d'effectifs, après le gel de recrutements 2018 liés à la DSP.
- Retour des charges externes de formation de 0.19M€ pour ces mêmes raisons
- La sous-traitance des renforts de contrôle s'achève fin novembre 2018, mais TaM assurait surtout, durant la période transitoire du 2^{ème} semestre 2018, la sous-traitance de l'affrètement
- La rétrocession de recettes au prorata des validations des lignes suburbaines avait été supprimée au 2^{ème} semestre 2018 en période transitoire de sous-traitance.
- Depuis 2018, TaM rétrocède à sa filiale les recettes web voirie (*+FPS jusqu'en novembre*)
- Les amortissements diminuent, notamment avec le terme de la DSP Transport et la cession de certains biens de retour (notamment velomagg), tandis que les dotations aux provisions augmentent, avec la prise en compte du nouveau programme prévisionnel de gros entretien, et les provisions pour risques financiers sur le matériel roulant ALSTOM.
- Les redevances d'affermage versées par TaM pour les parkings progressent légèrement avec le chiffre d'affaires (CORUM)

2.2 Des charges financières de 0.3M€, en diminution de -0.8M€ (-71%) :

Nette diminution des amortissements de caducité des biens transport, succédant aux opérations de régularisation de fin de DSP effectuées de 2016 à 2018

2.3 Des charges exceptionnelles de 2.45M€, qui évoluent de -0.6M€ (-20%)

Elles provenaient en 2018 pour 1.8M€ de la VNC des actifs cédés au terme de la DSP Transport concernant les biens de retour à la Métropole (valeur brute avant déduction de la part de subventions). Les provisions progressent pour leur part de 0.8M€ en 2019

En 2019 est par ailleurs constituée une provision pour reversement du montant de subvention GER perçue (pour 1.4M€), attachée au retard d'avancement du programme contractuel à fin 2019.

Le résultat avant CICE et intéressement redevient positif : +1.6M€

Le dispositif de remplacement du CICE, en abattement de charges sociales, rétrocedé depuis 07/2018 à 3M (SFE Variable) pour sa part Transport, n'est désormais plus la seule source du résultat.

Ce dernier a permis, au titre de 2019 de distribuer un **intéressement de 319.000€ lié au nouveau contrat** (=44k€ de plus qu'en 2018)

(soit une charge de 382.800€ avec le forfait social de 20%)

3] Analyse du résultat

Le résultat 2019 avant impôts s'élève à +1 217.6k€ (contre -1 212.6k€ avant IS et CICE en 2018)

Il provient :

- **De l'activité transport pour 157.0k€**

contre -1 722.7 en 2018, -1 987.5 en 2017, -1 553.7 en 2016 et -1 417.7k€ en 2015, où le CICE comblait partiellement l'impact des gels tarifaires 2012-2014, pour lesquels il aurait sinon fallu appeler les indemnités exigibles auprès de la Collectivité (avenant n°7).

Le CICE contribuant alors à la compétitivité de l'entreprise et ayant permis aussi le versement d'intéressement ; son versement étant 100% affecté à la reconstitution du fonds de roulement.

L'équilibre retrouvé s'explique par le début du nouveau contrat de DSP.

- **Des contrats publics de stationnement (DSP voirie et Parkings Centre Ville) pour 824.7k€** en amélioration sur Europa, Corum et Antigone (2018 = 477.8k€)

- **Des « autres activités » : activité TaM pour ses filiales (non générateur de résultat) et contrats privés pour 235.8k€** (2018 = 32.2 k€ avant 97.5k€ de CICE)

En k€HT	comptes de résultat comptables par activité					
	Transport	CFA	Parkings Publics (yc régie)	Mandats	Autres (dont pour filiales)	TOTAL TaM
Produits	101 910.95	206.14	7 125.47	1 274.87	4 492.93	115 010.36
Charges avant IS	101 385.88	206.14	6 300.71	1 274.87	4 242.38	113 409.98
Intéressement	368.06				14.74	382.80
Résultat 2019 avant IS	157.00	0	824.76	0	235.82	1 217.58
IS					18.27	18.27
Résultat 2019 après IS	157.00	0	824.76	0	217.55	1 199.30
<i>Rappel 2018</i>						
<i>Avant IS et CICE</i>	-1 722.72	0	477.83	0.16	32.16	-1 212.56
<i>Après IS</i>	5.24	0	477.83	0.16	129.71	612.94

le résultat net 2019 après impôts s'élève à 1 199 298.69€
contre 612 941.12€ en 2018

B - ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHES ET DEVELOPPEMENT

Néant

C - PROVISIONS LIEES AUX PROGRAMMES DE GROS ENTRETIEN

Les provisions au titre des Programmes de Gros Entretien de la DSP Transport 2010-2018 ont toutes été soldées au 30 juin 2018, date du terme contractuel.

A fin 2019, compte tenu de la mise en œuvre au 1^{er} juillet de la nouvelle DSP Transport 2018-2024, le volant de Provisions au titre des **Programmes de Gros Entretien** constitué par TaM atteint un montant global de 7.55 M€ répartis comme suit :

		solde au 31/12/2019
Provision pour gros entretien		
PGE activité transport		7 134 150
- Programme de gros entretien des rames de Tramway	5 649 701	
- Programme de gros entretien des installations fixes	1 365 843	
 -Provision Circé éclairage sol	110 000	
- Provision plateforme et quais	8 605	
 - Provision Matériel Roulant		
 PGE activité stationnement		420 000
 - obligation de la DSP COMEDIE - 70k€ / an	420 000	
		7 554 150

Le solde de la provision jusqu'alors constituée pour l'activité stationnement DSP CORUM, parvenue au terme du contrat, a été conformément aux engagements contractuels transformée en complément de redevance à verser au délégua

RESULTAT FISCAL

Figurent dans le résultat fiscal :

➤ **Réintégrations :**

- 9.029€ d'amortissements excédentaires
- 8.199€ de charges non déductibles (TVTS)
- 79.770€ de provision ORGANIC 2019
- 371€ d'amendes et pénalités

➤ **Déductions**

- 72.091€ de provisions ORGANIC 2018
- 1.458€ de provisions litige social
- 18.275€ d'IS 28% sur déficit -46k€ filiale SAS TaM-VOIRIE

D - ANALYSE DU BILAN

Les **capitaux propres et autres fonds propres** repassent au-dessus des 20% de total bilan :

22.2M€ soit 23 % (contre 16.4 M€ soit 19 % en 2018)

Le total bilan avait provisoirement augmenté en 2018 suite aux retards de transmission par la Métropole des factures de redevance stationnement, ainsi que des règlements de SFE de la nouvelle DSP, expliquant au passif l'endettement temporaire envers les sous-traitants du suburbain (période transitoire) et concernant la reddition DSP Transport à fin juin 2018.

L'actif immobilisé brut de 68.7M€ en 2019 (contre 62.5M€ en 2018), reste couvert par les **capitaux permanents : 95.2 M€** (contre 81.7M€ en 2018).

Ces derniers se constituent de :

- 22.22M€ de fonds propres (incluant 6.63M€ de subventions et 0.08M€ de mises en concession),
- 18.88M€ de provisions,
- 1.22M€ d'emprunts LMT et cautionnements, hors concours bancaires dépenses projet tram en MOD
- 52.90M€ d'amortissements et dépréciations.

Le **Fonds de Roulement Net Global (FRNG) à 26.5M€** (contre 19.2M€ en 2018), **augmente ainsi de +7.2M€.**

Le **Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (BFRE)** demeure correctement négatif mais se dégrade puisqu'en hausse (variation **+3.1M€**), de -11.4M€ en 2018 à -8.3M€ en 2019 :

les stocks diminuent, ainsi que les autres créances pour les raisons indiquées en préambule

- | | |
|---|----------------------|
| • stocks (dont dépréciation) yc subventionnés : | 6.85M€ soit -0.77M€ |
| • stocks immobilisés mis à disposition par 3M : | 2.99M€ (constant) |
| • clients : | 6.33M€ soit +0.03M€ |
| • autres créances exploitation* et cptes régul. : | 22.31M€ soit -1.45M€ |

Si l'actif circulant d'exploitation diminue bien de : -2.2M€

Le passif circulant diminue de façon plus significative : -5.3M€:

- | | |
|--|----------------------|
| • fournisseurs : | 10.95M€ soit -2.38M€ |
| • dettes fiscales et sociales d'exploitation, et Collectivités : | 19.04M€ soit -2.56M€ |
| • valeur des pièces propriété de 3M : | 2.99M€ (constant) |
| • autres dettes d'exploitation et DCT : | 3.62M€ soit -0.73M€ |
| • comptes de régularisation* : | 10.12M€ soit +0.36M€ |

Et le **Besoin en Fonds de Roulement Hors Exploitation (BFRHE)** se réduit de **-5.6M€** :

-7.5 M€ à fin 2019 , contre -1.9M€ à fin 2018, traduisant les mouvements de trésorerie des Projets Tram. (avances/règlements fournisseurs, et transferts de droits à déduction de TVA)

Compte tenu de ces trois éléments,

- la **Trésorerie Hors Exploitation** passe de 1.0M€ à **3.6M€ (+2.6M€)**,
- tandis que la **Trésorerie d'Exploitation** au 31/12 passe de 31.4M€ à **38.6M€ (+7.2M€)**

E - BALANCE AGEE (article D441-4 du code de commerce)

Le Décret n° 2008-1492 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de l'article L. 441-6-1 du code de commerce, impose de publier la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance

Le Décret 2015-1553 du 27 novembre 2015 l'impose à compter du 1^{er} juillet 2016 concernant les délais clients.

Figurent en sus par tranches d'échéances le nombre de factures et le % du montant d'achats ou ventes

FACTURES RECUES ET ÉMISES NON RÉGLÉES À LA DATE DE CLÔTURE **DONT LE TERME EST ÉCHU**

FOURNISSEURS EN K€ TTC		2019	% du montant total des achats TTC de l'exercice	2018	% du montant total des achats TTC de l'exercice
	>90 jours	887	2%	565	1%
	61 j- 90 j	16	0%	2	0%
	31 j- 60 j	120	0%	3	0%
	<=30 j	326	1%	318	1%
Montant total des factures concernées TTC		1 349		888	
Montant global des achats TTC :			42 364		
Nombre de factures concernées			254		
Nombre de factures exclues			0		
Montant total des factures exclues			0		
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement :					
Délais contractuels			30 jours fin de mois le 10		
CLIENTS EN K€ TTC		2019	% du chiffre d'affaires TTC de l'exercice	2018	% du montant total des achats TTC de l'exercice
	>90 jours	582	1%	458	1%
	61 j- 90 j	20	0%	29	0%
	31 j- 60 j	68	0%	152	0%
	<=30 j	479	1%	149	0%
Montant total des factures concernées TTC		1 150		788	
Montant global des ventes TTC :			80 675		
Nombre de factures concernées			372		
Nombre de factures exclues			0		
Montant total des factures exclues			0		
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement :					
Délais contractuels			30 jours		

FACTURES RECUES ET ÉMISES NON RÉGLÉES À LA DATE DE CLÔTURE
DONT LE TERME EST A ECHOIR

FOURNISSEURS EN K€ TTC	2019	% du montant total des achats TTC de l'exercice	2018	% du montant total des achats TTC de l'exercice
>90 jours	86	0%		0%
61 j- 90 j	292	1%	916	2%
31 j- 60 j	3 683	9%	4 274	10%
<=30 j	4 592	11%	4 651	10%
Montant total des factures concernées TTC	8 654		9 842	
Montant global des achats TTC :		42 364		
Nombre de factures concernées		1 549		
Nombre de factures exclues		0		
Montant total des factures exclues		0		
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement :				
Délais contractuels		30 jours fin de mois le 10		
CLIENTS EN K€ TTC	2019	% du chiffre d'affairesTTC de l'exercice	2018	% du montant total des achats TTC de l'exercice
>90 jours	2 042	3%	2 021	2%
61 j- 90 j	242	0%	234	0%
31 j- 60 j	250	0%	273	0%
<=30 j	861	1%	1 085	1%
Montant total des factures concernées TTC	3 395		3 612	
Montant global des ventes TTC :		80 675		
Nombre de factures concernées		177		
Nombre de factures exclues		0		
Montant total des factures exclues		0		
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement :				
Délais contractuels		30 jours		

F - EVOLUTION DES RATIOS DE GESTION (Endettement)

INTITULES RATIOS	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
endettement	3 451	2 913	2 388	1 863	1 456
cap propres	19 331	16 521	16 770	16 424	22 115
	17.9%	17.6%	14.2%	11.3%	6.6%
endettement	3 451	2 913	2 388	1 863	1 456
CA	63 169	64 800	66 695	68 454	67 229
	5.5%	4.5%	3.6%	2.7%	2.2%
chg fi	139	113	76	61	47
encours moyen	3 707	3 182	2 651	1 863	1 456
	3.7%	3.6%	2.9%	3.3%	3.2%

VIII. PROPOSITION D'AFFECTATION DE RESULTAT

Il sera proposé à l'Assemblée Générale de décider d'affecter la totalité du résultat de l'exercice 2019, soit **1 199 298.69 €**, en Report à Nouveau,
Ce qui porte ce dernier de 9 452 507,63 € à **10 651 806.32 € après affectation.**

IX. TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES TAM

	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
1- Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital Social	4 286 000	4 286 000	4 286 000	4 286 000	4 286 000
b) Nombre d'actions	34 288	34 288	34 288	34 288	34 288
2- Résultat global des opérations financières					
a) Produits exploitation	101 443 962	103 168 565	106 290 007	114 489 919	112 201 690
b) Résultat** avant impôt, amortissements*, provisions	7 736 311	4 092 737	3 515 327	9 676 014	8 692 834
c) Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	18 276
d) Résultat après impôts amortissements, provisions	817 985	1 201 369	1 316 845	612 941	1 199 299
e) Montant des résultats distribués	-	-	-		
3- Résultat des opérations réduits à une seule action					
a) Résultat après impôts, avant amortissements, provisions	225.63	119.36	102.52	282.20	252.99
b) Résultat après impôts amortissements, provisions	23.86	35.04	38.41	17.88	34.98
c) Dividende versé à chaque action	-				
4- Personnel					
a) Nombre moyen de salarié	1 163	1 155	1 114	1 099	1 107
b) Montant de la masse salariale	39 181 911	39 615 303	40 442 842	40 009 970	41 071 293
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Œuvres Sociales, etc ...)	19 492 140	19 471 608	19 355 648	19 441 942	17 965 640

* Hors amortissements financiers (amortissement de caducité)

** Dont QP de subventions rapportées au résultat

1 986 113

1 129 948

1 100 053

2 164 507

1 014 645

COMPTES CONSOLIDES

BILAN CONSOLIDE GROUPE

Actif en EUR	Montants Bruts	Amort. Et Dépréciations	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
Ecart d'acquisition	-			
Capital souscrit non appelé	-			
Immobilisations incorporelles	7 459 167	5 550 235	1 908 932	1 668 318
Immobilisations corporelles	66 532 361	48 140 957	18 391 404	14 068 903
Immobilisations financières	4 367		4 367	1 697
Participations par mise en équivalence	-			
Actif immobilisé	73 995 895	53 691 192	20 304 703	15 738 918
Stocks et en-cours	9 921 952	85 980	9 835 972	10 603 659
Créances clients et comptes rattachés	5 468 337	514 248	4 954 089	6 269 326
Actifs d'impôts différés	1 749 654		1 749 654	1 748 978
Autres créances	21 797 791	198 910	21 598 881	24 581 774
Valeurs mobilières de placement	20 446 652	17 476	20 429 176	18 943 516
Disponibilités	26 044 789		26 044 789	20 055 569
Actif circulant	85 429 175	816 614	84 612 561	82 202 822
Comptes de régularisation	15 183 214		15 183 214	15 185 976
Total Actif	174 608 284	54 507 806	120 100 478	113 127 716
Passif en EUR			31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel			4 286 000	4 286 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Ecart de réévaluation				
Réserves			9 754 385	8 333 186
Résultat Groupe			607 379	1 421 199
Provisions réglementées				
Titres en auto-contrôle				
Capitaux propres - Part du groupe			14 647 763	14 040 385
Part Hors Groupe - Réserves				
Part Hors Groupe - Résultat				
Autres fonds propres			376 465	18 710
Provisions pour risques et charges			22 804 694	16 248 854
Emprunts et dettes financières			18 100 953	19 178 986
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			10 234 393	14 302 248
Dettes fiscales et sociales			22 439 789	25 389 083
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			4 597 236	1 558 117
Autres dettes			9 675 617	10 188 366
Dettes			65 047 988	70 616 800
Comptes de régularisation			17 223 568	12 202 967
Total Passif			120 100 478	113 127 716

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE GROUPE

En EUR	31/12/2019	31/12/2018
Chiffre d'affaires	72 688 602	76 305 953
Production stockée et immobilisée	380 526	649 422
Subventions d'exploitation	39 095 652	43 176 822
Reprises sur provisions et transferts de charges	5 271 998	3 880 378
Autres produits	1 141 462	853 216
Autres Produits d'exploitation	45 889 638	48 559 838
Achats et variations de stocks	4 569 315	5 301 700
Autres achats et charges externes	32 142 345	39 326 665
Impôts et taxes	5 753 518	5 423 019
Charges de personnel	60 572 809	59 015 964
Dotations aux amortissements des immobilisations	2 691 343	2 905 383
Dotations aux provisions pour risques et charges	8 499 862	7 975 624
Autres provisions et charges d'exploitation	2 361 245	1 905 006
Charges d'exploitation	116 590 437	121 853 361
Résultat d'exploitation	1 987 803	3 012 430
Produits financiers	255 584	171 334
Charges financières	537 146	668 492
Résultat financier	-281 562	-497 158
Résultat courant avant impôt	1 706 241	2 515 272
Produits exceptionnels	1 879 604	1 881 758
Charges exceptionnelles	2 961 161	3 064 832
Résultat exceptionnel	-1 081 557	-1 183 074
Impôt sur le résultat	17 305	-89 001
Résultat des sociétés intégrées	607 379	1 421 199
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions		
Résultat d'ensemble consolidé	607 379	1 421 199
Résultat groupe	607 379	1 421 199
Résultat hors-groupe		
Résultat par action	17.71	41.45

I. LE GROUPE AU COURS DE L'EXERCE 2019

A. Chiffres clés et commentaire général sur les résultats du Groupe

Le chiffre d'affaires 2019 du groupe s'élève à 72.7M€
pour un résultat groupe de 0.6M€
contre 1.4M€ en 2018

en millions d'euro HT	31-déc-19	31-déc-18	variation	
Chiffre d'affaires	72.69	76.31	-3.62	-4.7%
Autres Produits d'Exploitation	45.89	48.56	-2.67	-5.5%
Total Produits d'Exploitation	118.58	124.87	-6.29	-5.0%
<i>Achats et charges externes</i>	36.71	44.63	-7.92	-17.7%
<i>Frais de personnel</i>	60.57	59.02	+1.56	+2.6%
<i>Impôts et Taxes</i>	5.75	5.42	+0.33	+6.1%
Charges de fonctionnement avant IS	103.04	109.07	-6.03	-5.5%
Dotations d'exploitation	13.55	12.79	+0.77	+6.0%
Total Charges d'Exploitation	116.59	121.85	-5.26	-4.3%
Résultat d'Exploitation	1.99	3.01	-1.02	-34.0%
Produits Financiers	0.26	0.17	+0.08	+49.2%
Charges Financières dont caducité	0.54	0.67	-0.13	-19.6%
Résultat Financier	-0.28	-0.50	+0.22	-43.4%
Résultat Courant avant Impôts	1.71	2.52	-0.81	-32.2%
Produits exceptionnels	1.88	1.88	-0.00	-0.1%
Charges exceptionnelles	2.96	3.06	-0.10	-3.4%
Résultat Exceptionnel	-1.08	-1.18	+0.10	-8.6%
Impôts Société (IS)	0.02	-0.09	0.11	
Résultat net du GROUPE	0.61	1.42	-0.81	-57.3%

B. Activité et événements majeurs

Outre les éléments du présent rapport concernant la Société-Mère,

Concernant la filiale dédiée SAS ST ROCH :

L'entreprise avait signalé en 2018 avoir constaté une baisse d'activité de -5% (-160k€), correspondant à une baisse des dépose-minute depuis l'ouverture début juillet de la nouvelle gare TGV Sud de France (36 trains à Saint Roch et 4 trains à Sud de France, soit un transfert de 10% du trafic TGV).

Ce niveau d'activité est demeuré relativement stable en 2019 :

Produits (3.0M€), et charges (3.0M€) dont redevance versée à la Collectivité (0.7M€) sont constants.

A noter qu'en décembre 2019 le nombre global de TGV a augmenté de 30%, mais avec une répartition entre les 2 gares, entraînant cette fois plus de 20% de baisse au départ de Saint Roch : 28 trains à Saint Roch et 24 trains à Sud de France.

Le contrat d'intéressement signé avec les 5 salariés pour la période 2016-2018 n'avait donné lieu à aucune distribution en 2018. Il n'y a pas eu de nouveau contrat d'intéressement en 2019

Au bilan, la trésorerie a retrouvé un niveau normal. Elle était anormalement élevée fin 2018 en attente de recevoir les appels de la Collectivité concernant les redevances d'affermage fixe et variable 2017 et de la redevance fixe 2018.

Concernant la filiale dédiée SAS TaM-VOIRIE :

Le stationnement payant selon les nouvelles tarifications décidées par la Ville s'est appliqué au 1er janvier 2018, suivi au cours du 1er trimestre 2018 d'une extension des zones de stationnement avec marquage au sol et déplacement d'une partie des horodateurs existants

TaM a aussi procédé durant cette phase au recrutement des personnels TaM-VOIRIE chargés du contrôle, ce qui a permis d'engager le contrôle et la verbalisation en mars 2018.

Devant la légère érosion des recettes constatée au 2ème trimestre 2019, TaM a expérimenté en contrats CDD le renfort mi-2019 du nombre de contrôleurs AIM.

C. Evolution des méthodes comptables

Entre 2018 et 2019 ont eu lieu deux changements de méthodes comptables concernant la SAS TaM-VOIRIE, puisqu'en application de l'avenant n°1 décidé par la Ville de Montpellier :

- les FPS sont devenus une recette publique encaissée pour compte de la Ville depuis le 1er décembre 2018
- le passage en cycle long ANTAI (=dès la 96ème heure, diminuant le volume de FPS encaissés par TaM) mis en œuvre en septembre 2018 ayant d'ores et déjà nécessité qu'à partir de cette date les forfaits de gestion se déduisent désormais de la redevance versée à la Ville, au lieu de se déduire, comme c'était le cas de janvier à août 2018, du montant des FPS rétrocédés

A noter que seule l'ANTAI dispose actuellement en France de l'accès au fichier des cartes grises permettant de connaître les coordonnées des propriétaires des véhicules. C'est la raison pour laquelle seul cet organisme est en capacité de se charger du recouvrement auprès des usagers qui ne se sont pas acquittés du paiement de leur FPS au-delà du délai de 96 heures dont dispose les contrevenants pour acquitter leur FPS auprès de TaM.

II. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

L'effet de la crise sanitaire s'est fait ressentir significativement à compter de mars 2020 pour les 3 sociétés du Groupe, et outre les éléments du présent rapport concernant la Société-Mère

la SAS ST ROCH, après avoir souffert des grèves SNCF de décembre 2019 à début janvier 2020, subit fortement depuis mars 2020 les conséquences sur ses recettes de la crise sanitaire, avec 2 mois de confinement total, suivi d'un déconfinement progressif. Ceci s'ajoute à l'effet ressenti depuis janvier 2020 sur les recettes horaires « dépose-minute » du transfert vers la nouvelle gare Sud de France engagé en décembre 2019 de plus de 20% du trafic (28 TGV en Gare St Roch contre 36 jusqu'alors).

Concernant la SAS TaM-VOIRIE, outre l'impact de la crise sanitaire et du confinement, la décision de gratuité annoncée le 24 mars dans les médias prive totalement la filiale de recettes.

III. RESULTATS ET SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

A. Résultats par activités

Outre l'activité de la Société-Mère décrite dans le présent rapport, ci-après les résultats des filiales

Activité de la filiale SAS Saint Roch Stationnement
--

Filiale à 100% de TaM, son activité est dédiée statutairement à la gestion de l'affermage en DSP du parking de la Gare Nouveau St Roch, ouvert au public en juillet 2015.

L'activité de la filiale a été la suivante en 2019 :

- Produits d'exploitation : 3.02 M€ dont 2.8K€ de transferts de charges
(2018=2.99 M€ dont 4.3k€ de transferts de charges)
- Charges d'exploitation : 2.48 M€ dont 698 170€ de redevances
(2018=2.50 M€ dont 696 627€ de redevances)
- Résultat d'exploitation : 0.53M€
(2018=0.49M€)
- Résultat Financier : -0.47M€
(2018= -0.49M€)
- **Résultat courant avant impôts 64 219 €**
(2018= 604 € avant IS)
- Charges Exceptionnelles 95 €
- IS 17 981 €
- **Résultat comptable après impôts 46 143 €**
(2018= 6 677€ après IS)

Au titre des 5 conventions en vigueur entre TaM et sa filiale SAS SAINT ROCH :

- TaM a facturé :

- PMAD Management stationnement 119 K€
(124 K€ en 2018)
- Rémunération Compte Courant 3.3 K€
(4 k€ en 2018)
- Ressources affectées 102 K€ avec 12k€ de frais dont CET 3 K€ et 8K€ d'assurances
(contre 114 K€ dont frais 11 K€ : CVAE, ... en 2018)

- SAS St Roch a facturé

les abonnements annuels commercialisés par TaM : 143 K€ *(contre 122 k€ en 2018)*

Activité de la filiale SAS TaM-VOIRIE

Filiale à 100% de TaM, son activité est dédiée statutairement à la gestion en affermage de la DSP du stationnement sur voirie de la Ville de Montpellier, ayant pris effet au 1/1/2018. Immatriculée avec un début d'activité le 7 décembre 2017, l'exercice 2019 correspond à la première année pleine comportant les mises à jour de l'avenant n°1 : FPS en recette publique depuis le 1^{er} décembre 2018 et forfaits de gestion venant en déduction de la redevance, suite au passage en cycle long ANTAI depuis septembre 2018.

L'activité de la filiale SAS TaM-VOIRIE, en léger retrait sur le plan prévisionnel, a été la suivante en 2019 :

	2019	2018
○ Recettes stationnement	4.9	5.9
○ FPS	0.0	1.4
○ Autres produits	0.2	0.1
• Produits d'exploitation :	5.1 M€	7.4 M€
○ Rétrocession FPS	0.0	1.4
○ Redevances nettes de forfaits de gestion	0.8	2.3
○ Autres charges	3.4	3.2
• Charges d'exploitation :	4.2M€	6.9 M€
• Résultat d'exploitation :	0.8M€	0.5M€
○ Dotations amortissements	0.5	0.0
• Résultat courant avant impôts	336 k€	488 k€
○ Exceptionnel (<i>dt Prov. risque s/prog. invest.</i>)	-383 k€	
○ IS	0	-163 k€
○ CICE	nc	+36 k€
• Résultat comptable après impôts	-47 k€	361 k€

Au titre des 8 conventions en vigueur entre TaM et sa filiale :

- *TaM a facturé :*

- **PMAD** : Management et encadrement du personnel 87 K€ (88 K€ en 2018)
- **Rémunération Compte Courant** : 5.3K€ (6 K€ en 2018)
- **Frais de Siège et Ressources affectées** : 195 k€ et refacturation frais 67k€ (CET, amort...) (en 2018 168 K€ et refacturation de frais 126 K€ : CVAE, honoraires convention intégration,)
- **Prestations récurrentes Société-Mère : 579k€ (en 2018=608k€) :**
 - la gestion des réclamations (RAPO) : 176k€ (2018=201 K€)
 - la trésorerie courante et le contrôle des recettes : 28k€ (2018=37 K€)
 - la maintenance technique des horodateurs : 327k€ (2018=320 K€)
 - l'assistance informatique : 37 K€ idem à 2018
 - la gestion de la qualité et enquêtes satisfaction : 12 K€ idem à 2018
- **Commercialisation : 79 K€ HT (pourcentage) +17k€ (transactions sans chiffre d'affaires)**
TaM commercialise (Espaces Mobilité et site internet) l'ensemble des titres liés aux services de transport et de stationnement (principe de "guichet unique")
(249 K€ en 2018 : maintien de l'accueil temporaire Cité Mion pour un montant forfaitaire conventionnel de 239 K€ et facturation de 6,5% du CA Titan 10 K€)

- *La SAS TaM Voirie a facturé à TaM:*

- les abonnements résidents commercialisés par TaM : 1 124 k€ (934 k€ en 2018)

Par ailleurs figure en produits exceptionnels la cession à TaM Mandataire du Projet Extension Ligne 1 de 10 horodateurs transformés en mini-DAT pour la Gare Sud de France. Cette opération s'est faite à prix coûtant, la VNC de ces équipements acquis dans le cadre du marché Flowbird passé par TaM-VOIRIE figurant pour sa part en charges exceptionnelles. Figure de même en produits exceptionnels la cession des horodateurs réformés d'ancienne génération, tous remplacés début 2019.

B. La situation financière du Groupe

Les **capitaux propres et autres fonds propres** sont en-deçà de 20% du total bilan :

15.0M€ soit 12.5 % (contre 14.1 M€ soit 13 % en 2018)

L'actif immobilisé brut de 74.0M€ en 2019 (contre 66.4M€ en 2018), reste couvert par les **capitaux permanents : 109.4 M€** (contre 99.8M€ en 2018).

Ces derniers se constituent de :

- 15.02M€ de fonds propres
- 22.80M€ de provisions,
- 17.86M€ d'emprunts LMT et cautionnements, *hors concours bancaires dépenses projet tram en MOD*
- 53.69M€ d'amortissements et dépréciations d'immos

Le **Fonds de Roulement Net Global (FRNG) à 35.4M€** (contre 33.3M€ en 2018), **augmente ainsi de +2.1M€**.

Le **Besoin en Fonds de Roulement** demeure correctement négatif et s'améliore puisqu'en baisse (variation de **-5.4M€**), de -5.7M€ en 2018 à -11.1M€ en 2019

Compte tenu de ces deux éléments,

- la **Trésorerie groupe passe de 39.0 à 46.5M€ (+7.5M€)**

IV. RATIOS D'ENDETTEMENT GROUPE

INTITULES RATIOS	2 017	2 018	2 019
endettement	17 605	19 179	18 101
cap propres	12 619	14 040	14 648
	<u>139.5%</u>	<u>136.6%</u>	<u>123.6%</u>
endettement	17 605	19 179	18 101
CA	69 617	76 305	72 689
	<u>25.3%</u>	<u>25.1%</u>	<u>24.9%</u>
cout moyen endettement			
chg fi	586	688	537
encours moyen	17 605	19 179	18 101
	<u>3.3%</u>	<u>3.6%</u>	<u>3.0%</u>

V. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Néant

VI. PERSPECTIVES D'AVENIR

En complément des éléments de la Société-Mère figurant au présent rapport :

Perspectives concernant l'activité de la filiale SAS TaM-VOIRIE (contrat Ville de Montpellier)

Les perspectives de développement d'activité de la SAS TaM-VOIRIE, sont pour l'instant en-deça des attentes.

Des capteurs doivent être mis en place en 2020 sur les places PMR, en liaison avec la Police Municipale, ainsi que des bornes d'occupation des places de livraison.

Outre le développement des fonctionnalités des horodateurs, qui permettront à terme de commercialiser aussi des titres de transport dans le cadre de la politique mobilité des Collectivités, le prochain gros investissement devait concerner l'acquisition de véhicules « LAPI » (Lecture Automatisée des Plaques d'Immatriculation), permettant dans un premier temps de guider les équipes de contrôle vers les zones nécessitant une verbalisation.

TaM-VOIRIE prévoyait aussi de mettre à disposition des usagers une application de guidage prédictif permettant d'identifier les zones les plus susceptibles de disposer de places libres.

Estimation des impacts 2020 de la crise COVID-19 :

Compte tenu des éléments connus à ce jour, **notamment concernant la durée exacte de l'évènement**, il ne peut être faite aucune estimation précise à ce jour, hormis

- l'évaluation de la perte de chiffre d'affaires évaluée à 490k€HT/mois pour l'activité de la filiale (clients horaires+abonnés), du fait de la chute de clientèle liée au confinement depuis le 17 mars 2020 et de la gratuité du stationnement sur voirie depuis le 24 mars.
- l'absence de FPS sur la période, qui diminue les produits et charges comptabilisés pour compte de la Ville de Montpellier, mais affecte pour TaM le montant de forfaits de gestion déductibles de la redevance fixe.

La société, compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures d'aides aux entreprises annoncées par le gouvernement, n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré sur ses charges.

La part fixe de redevance d'affermage va vraisemblablement devoir faire l'objet de renégociation avec le délégant, et de même concernant la facturation des diverses prestations assurées par la société-mère TaM.

La perspective nécessaire envisagée de négociation d'un avenant concernant les redevances (redevance fixe maintenue à son niveau 2019, abaissement du seuil de déclenchement de redevance variable, réduction du programme d'investissement et prolongement de la durée d'amortissement, devrait permettre de préserver la capacité de la SAS TaM-VOIRIE à poursuivre son exploitation.

Perspectives concernant l'activité de la filiale SAS St Roch Stationnement

1°) Déplacement du trafic TGV vers la nouvelle gare Sud de France :

La mise en service mi-2018 de la nouvelle gare TGV Sud de France avait généré en 2018 une baisse du Chiffre d'affaires « dépose-minute », évoquée au précédent rapport, de -140k€ par rapport à 2017.

En 2019 cet effet est demeuré du même ordre de grandeur, avec en sus les mouvements sociaux SNCF et déplacements ponctuels des transits entre les 2 gares.

A partir de 2020, où il sera en partie occulté par l'effet de la crise sanitaire, l'effet « structurel » estimé du transfert d'activité vers la nouvelle gare (le trafic TGV est en effet passé de 40 à 52 trains/jour, mais il n'y en a plus que 28 en gare St Roch) devrait être de l'ordre de -1.0M€ sur le chiffre d'affaires de la clientèle horaire « dépose-minute » (comparé à 2019). Malgré l'évolution potentielle envisageable de +0.2M€/an du CA abonnés, **cette perte de chiffre d'affaires dès 2020 dépasse le seuil de 220k€ figurant en clause de revoyure à l'article 34 du contrat, et justifie la négociation, prévue au contrat, d'un avenant de révision des redevances fixes à verser à la Métropole pour les années 2020 à 2030.**

2°) Estimation des impacts 2020 de la crise COVID-19 :

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité d'activité. Les activités ont commencé à être affectées par COVID-19 à partir de mars 2020, entraînant un impact négatif sur les états financiers en 2020.

La perte de chiffre d'affaires est évaluée à 250k€HT/mois pour l'activité de la filiale (clients horaires+abonnés), compte tenu de l'absence de clientèle liée au confinement depuis le 17 mars 2020, et de l'incertitude pesant sur la facturation des abonnements sur cette période.

A cela s'ajoute comme pour l'activité TRANSPORT l'impact du maintien de l'urgence sanitaire, du déconfinement partiel, et de la forte réduction du trafic SNCF, même après le 11 mai

Dans la mesure où le parking conserve son amplitude d'ouverture, il y aura ici peu d'économies possibles sur les charges de personnel, et la société ne peut à ce jour en apprécier l'impact sur les autres charges.

On met par ailleurs en risque la facturation des prestations de mise à disposition assurées par la société-mère TaM.

Compte tenu de la conjonction des 2 événements, la mise en œuvre de la clause de sauvegarde prévue à l'article 34, et le faible montant de redevance, ne pourront suffire à préserver l'activité sans impliquer de renégocier la dette d'emprunt à minima pour les années 2020 et 2021, et à s'interroger sur une nécessaire recapitalisation.

Plutôt que de transférer des capitaux supplémentaires de TaM à sa filiale St Roch sans espoir de retour, nous proposons à nos administrateurs et actionnaires de transférer le contrat de DSP et les engagements d'emprunt sur la société-mère, compte tenu des circonstances exceptionnelles et imprévisibles de la crise sanitaire, sous réserve des précautions juridiques nécessaires pour ne pas mettre fin au contrat de DSP

La capitalisation de TaM permet en effet d'assumer les conséquences cumulées de ces 2 éléments sur 2020 sans remettre en cause la stabilité future de l'entreprise

ANNEXES

Liste des sociétés filiales entrant dans le périmètre de consolidation

Début d'activité en 2015 :

SAS Saint Roch Stationnement

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 500.000€

Siège Social : 125 rue Trotski – 34075 Montpellier

810 880 401 RCS Montpellier

Début d'activité en 2018 :

SAS TaM-VOIRIE

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 300.000€

Siège Social : 125 rue Trotski – 34075 Montpellier

834 024 226 RCS Montpellier

RESULTAT DES 3 DERNIERS EXERCICES

	2 017	2 018	2 019
1- Situation financière en fin d'exercice			
a) Capital Social	4 286 000	4 286 000	4 286 000
b) Nombre d'actions	34 288	34 288	34 288
2- Résultat global des opérations financières			
a) Produits exploitation	110 314 583	124 865 791	118 578 240
b) Résultat** avant impôt, amortissements*, provisions	3 721 449	10 446 346	9 548 672
c) Impôts sur les bénéfices	- 241 962	- 89 001	17 305
d) Résultat après impôts amortissements, provisions	1 061 669	1 421 199	607 379
e) Montant des résultats distribués	-		
3- Résultat des opérations réduits à une seule action			
a) Résultat après impôts, avant amortissements, provisions	115,59	307,26	277,98
b) Résultat après impôts amortissements, provisions	30,96	41,45	17,71
c) Dividende versé à chaque action			
4- Personnel			
a) Nombre moyen de salarié	1 119	1 126	1 134
b) Montant de la masse salariale	40 883 822	41 063 034	42 275 293
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Œuvres Sociales, etc ...)	17 200 388	17 952 930	18 297 516

* Hors amortissements financiers (amortissement de caducité)

** Dont QP de subventions rapportées au résultat

1 100 053

2 164 507

1 014 645